

**Géorgie,  
en dehors du temps**



(lire la suite page 15)

**Supplément NDS**



**Les relations  
franco-turques**

À l'occasion de l'arrivée en Turquie du Président Hollande, Aujourd'hui la Turquie passe en revue l'état des relations politiques, économiques, diplomatiques et culturelles entre la France et la Turquie.



(lire la suite page 7, 8, 9, 10)

# Aujourd'hui la Turquie

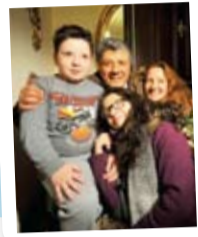


M 04388 706 F 3.50€ - RD  
N° ISSN : 1305-6476

Istanbul - Paris - Ankara - Genève - Izmir - Bruxelles - Bodrum - Montréal



Télécharger les applications iPad et iPhone de notre journal gratuitement.



**Mustafa Balbay :  
« Je sors de prison intègre »**

(lire la suite page 5)

8 TL - 3,50 euros

[www.aujourdhuiturquie.com](http://www.aujourdhuiturquie.com)

Le Journal francophone de la Turquie numéro 106, Janvier 2014

## L'Iran de Rohani

« Le 4 novembre 1979, au summum de la révolution iranienne, des militants envahissent l'ambassade américaine de Téhéran, et prennent 52 Américains en otage. » Ainsi commence la description d'un des derniers long-métrages de Ben Affleck, *Argo*. Suspens garanti. Sauf que ceci ne tient pas de la fiction, mais s'inspire aussi et surtout de faits bien réels. En 1979 à Téhéran, les victimes ne sont pas des stars hollywoodiennes, mais des diplomates américains. Plus important encore, cette scène de terreur n'est pas seulement la promesse d'un bon scénario, elle initiera une crise diplomatique qui durera trente ans.

### Trente ans d'isolement

Trente ans qui se comptent en interdiction de transactions financières (avec pour conséquence immédiate le retrait d'entreprises étrangères du territoire), en gel des avoirs iraniens aux États-Unis comme de ceux de la banque centrale iranienne entraînant une dramatique dévaluation du rial, en embargo sur le pétrole, en contrôle accru des mouvements des personnes, en restrictions fermes sur les transports, en difficultés pour les hôpitaux à se fournir en médicaments, etc... La fermeture du pays au reste du monde n'épargne aucun secteur d'activité.

Et le temps n'a pas fait aller les choses en s'améliorant, bien au contraire : la dernière décennie se caractérise par un durcissement des sanctions économiques à l'égard de la République Islamique. Et pour cause : la découverte de son programme nucléaire en 2002 a déclenché des réactions en cascade venant de la part des États-Unis, de l'ONU, de l'Union Européenne et du Canada. À cette époque un certain Hassan Rouhani, alors en charge de négociations entre l'Iran et l'Union Européenne, interrompt les programmes.

(lire la suite page 3)

## François Hollande en Turquie : une visite historique et attendue



*Le président François Hollande est attendu pour une visite d'État en Turquie vers la fin du mois de janvier 2014. Cette visite officielle reste un événement des plus attendus lorsque l'on sait que le dernier président à avoir foulé le sol turc pour une visite officielle François Mitterrand en 1992 ! Mais concrètement, que représente une telle visite et quels en sont les enjeux ? Nous sommes allés à la rencontre de plusieurs personnalités phares dans le domaine des relations franco-turques pour en savoir plus sur le sujet.*

Pour le président de la Chambre de commerce Franco-turque à Paris, Selçuk Önder : « Cette visite marquera sans aucun doute un moment historique dans les relations franco-turques. Cela sera la première visite d'un Président français depuis vingt ans malgré l'importance des échanges commerciaux entre les deux pays, qui ont triplé après la signature des accords de l'Union douanière en 1996 ». Il ajoute prudemment : « Espérons que cette rencontre puisse renforcer ces échanges ».

D'autres voient dans cette rencontre une façon pour Paris et Ankara de renouer le dialogue, brisé durant le quinquennat de Nicolas Sarkozy. Parmi eux, on retrouve Füsün Türkmen, professeur de relations internationales à la prestigieuse université de Galatasaray. Cette visite va, selon elle, donner un nouveau souffle aux relations franco-turques. Elle pense même qu'en plus de contri-

buer à la reprise des relations bilatérales au sens politique et économique, elle va également « favoriser la reprise d'une atmosphère plus positive entre les deux pays ».

Outre son caractère exceptionnel, cette visite apporte avec elle son lot de questionnements et d'attentes. Selçuk Önder estime qu'elle pourrait constituer une première étape dans la normalisation des relations politiques entre les deux pays qui collaborent dans les instances européennes. Il souligne en effet : « Les acteurs culturels et économiques sont finalement assez éloignés des enjeux politiques. Ils coopèrent depuis cinq cents ans. Malgré les aléas des relations politiques, l'amitié entre les deux pays perdure. Aujourd'hui cette rencontre représente une réelle opportunité d'accroître les relations économiques et culturelles. Je suis très heureux et très confiant pour nos deux pays. »

(lire la suite page 11)



**Dr. Hüseyin Latif**

Directeur  
de la publication

### Mustafa Balbay est un marathonien

Mustafa Balbay, député du CHP (Parti Républicain du Peuple),

(lire la suite page 5)

### Retour sur...

**Merkel 3 et l'Europe, l'édito de Mireille Sadège, p. 2**

*Le centenaire de la guerre de 14-18, décryptage d'Olivier Buirette P.2*

**L'Ukraine : remise en cause de la politique d'élargissement de l'UE, article de Louise Pierre P.2**



### Un petit tour au Musée Koç

(lire la suite page 14)





Dr. Olivier Buirette

Historien

## Le centenaire de la guerre de 14-18 : une histoire et son actualité

28 juillet 1914. Il y a aura donc un siècle cette année que ce que l'on allait appeler la Grande Guerre, la Guerre de 14-18, la Première Guerre Mondiale ou encore la « der des ders » éclatait.

On rappellera ici brièvement les deux phases de cette guerre : de 1914 à 1917, une guerre de position sur un front de plus de 1000 km allant de la Mer du Nord à l'Alsace-Lorraine et une seconde phase à partir de 1917 au cours de laquelle deux grands événements interviendront. Il s'agit d'une part de la révolution bolchevique en Russie (octobre-novembre 1917). Son leader, Lénine, retirera le pays de la guerre avec l'Allemagne par la paix de Brest-Litovsk signée le 3 mars 1918. Il s'agit d'autre part de l'entrée en guerre des Etats-Unis aux côtés des Alliés le 2 avril 1917.

La conséquence principale de ce dernier fait sera, dès janvier 1918 et le début du recul des Allemands, toute une série de demandes d'armistice à l'automne 1918 : le 29 septembre l'armistice de Thessalonique avec la Bulgarie, celui du 31 octobre signé à Moudros avec la Turquie, le 3 novembre celui de Villa Giusti avec l'Autriche-Hongrie et enfin celui bien connu du 11 novembre avec l'Allemagne.

A l'heure où s'ouvrent les commémorations du centenaire de la Grande Guerre, il faut savoir que celles-ci vont s'étendre de 2014 à 2018. Sans parler des anniversaires de la signature des Traités de Paix, nous irons alors jusqu'en 2020 en ce qui concerne le souvenir de cette période où la face du monde, et en tout cas de l'Europe au sens large, a été changée.

Si, le Président Hollande étant en pleine tourmente d'impopularité et au milieu de la crise que subit le monde, l'Europe en général et la France en particulier appellent à l'unité nationale, il faut savoir que ce n'est pas rien comme symbole. En effet une Union Sacrée de partis politiques fut nécessaire pour permettre au pays de conduire le terrible effort de guerre qui allait être demandé aux Français.

Le bilan du conflit reste toutefois terrible : du côté des Alliés on devait dénombrer pour toute la durée de la guerre 5 188 631 morts, 12 129 706 blessés, le tout sur 42 568 801 mobilisés pour toute la durée de la guerre. Le bilan le plus lourd devait être entre autres celui de la France avec 1 357 000 morts et de la Russie avec 1 700 000 morts et enfin la Grande-Bretagne avec 908 371 morts.

On peut donc sans conteste parler d'une tuerie épouvantable et de conséquences gravissimes sur les économies de l'après-guerre.

Lisez l'intégralité de cet article sur notre site internet [www.aujourdhuilaturquie.com](http://www.aujourdhuilaturquie.com)

## L'Ukraine : remise en cause de la politique d'élargissement de l'UE

**Une politique d'élargissement qui stagne :**

Faut-il le rappeler, le 1er Juillet 2013, la Croatie devenait le vingt-huitième pays membre de l'UE, clôturant ainsi son dernier élargissement. L'objectif semble clair : à terme, la péninsule balkanique entière fera elle aussi partie de l'espace européen. Cinq pays jusqu'ici sont reconnus comme candidats officiels : l'Islande, la Macédoine, le Monténégro, la Serbie et la Turquie. Mais l'appétit de l'UE pour les nouveaux membres semble s'être beaucoup affaibli et aucun État n'a vocation à intégrer l'Union durant ces cinq prochaines années. Après l'adhésion de pays tels que la Roumanie et la Bulgarie, l'Union a dû faire face à une intégration au ralenti, gangrénée par la corruption. La crise de gouvernance que traverse l'Europe joue un rôle important dans la volonté de ralentir le processus d'adhésion : l'absence de mécanisme de contrôle et d'accompagnement des nouveaux États membres a clairement dénoncé l'incapacité de l'UE à assurer un suivi régulier. Pourquoi, alors qu'un pays rejoint l'Union, toutes les procédures mises en place semblent-elles s'arrêter brusquement ?

Si la politique d'élargissement se fait plus discrète en ces temps de crise, elle reste cependant partie intégrante de la vocation de l'Union : promouvoir la démocratie et les valeurs européennes va de pair avec l'expansion du territoire. Certes la politique d'élargissement stagne au niveau politique, mais elle se doit de continuer au moins « administrative ». L'Albanie a pu ainsi déposer sa candidature et attend aujourd'hui une réponse de l'Europe.

**La politique de voisinage de l'Europe :**

L'objectif premier étant avant tout le dépassement des frontières qui, depuis des siècles, ont été à la source de ressentiments nationalistes, l'UE élargit son territoire d'influence avec ses pays frontaliers qui n'ont aucune perspective d'adhésion. Des relations dites « privilégiées » renforcent la coopération sécuritaire, économique, politique et culturelle entre l'Union et ses voisins. Ne concernant à l'origine que les États à l'Est des nouveaux membres entrés en 2004 – c'est-à-dire la Russie, la Biélorussie, l'Ukraine et la Moldavie – l'Europe semble retrouver la définition que lui ont donnée les géographes. Très vite cependant, la politique de voisinage s'étend jusqu'au Caucase méridional, englobant la Géorgie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Le partenariat oriental est inauguré en 2009, englobant toutes les ex-républiques soviétiques et laissant de côté la Russie. Elles sont alors considérées comme « pays européens » et non comme « États européens » et c'est à Vilnius qu'aurait dû être finalisé l'accord d'association et l'assurance d'un très large agrément de libre-échange. Cependant, le retrait de l'Ukraine annonce clairement la perte d'influence de l'UE au profit de celle de la Russie, essayant de maintenir à tout prix la zone postsoviétique dans son giron. Si Vladimir Poutine veut réellement mettre sur pied son projet d'Union Eurasienne pour 2015, la mainmise sur l'Ukraine est un enjeu crucial et les moyens de pression qu'il exerce sont en mesure de faire plier le

gouvernement ukrainien. Voyons ce qu'en dira le peuple...

Le partenariat Euromed englobe quant à lui dix États riverains de la mer Méditerranée : l'Algérie, l'Autorité Palestinienne, l'Égypte, Israël, la Jordanie, le Liban, la Syrie, la Tunisie et la Turquie. Tout comme pour le partenariat oriental, l'objectif est avant tout de construire un espace de dialogue, de sécurité et de prospérité dans le haut-lieu des échanges qu'est le bassin méditerranéen. Les programmes d'Erasmus-Mundus (échanges d'étudiants) sont un exemple de concrétisation de rapprochement et de solidarité entre les deux rives. S'étant renforcé depuis 2007 pour devenir l'Union pour la Méditerranée, le partenariat a aujourd'hui plus de visibilité : un marché de libre-échange a été instauré en 2010 et les dix pays partenaires bénéficient de deux milliards d'euros par an, provenant des fonds de la Banque européenne d'investissement.

**Et la Turquie dans tout ça ?**

A l'issue de la dixième réunion consacrée au processus d'adhésion de la Turquie et après trois ans de paralysie, l'UE et la

Turquie ouvrent un nouveau chapitre dans les négociations d'adhésion. En ces temps de crise, l'économie florissante de la Turquie attire l'Europe et le départ de Nicolas Sarkozy amène le dégel dans les relations franco-turques. Candidate depuis 1999, 14 seulement des 35 chapitres ont été ouverts et un seul a été bouclé. Mais le doute n'est plus

permis maintenant : l'Europe a autant besoin de la Turquie que la Turquie a besoin de l'Europe.

Face à des élargissements faits trop vite et mal organisés, l'UE ralentit fortement la cadence. Certes l'Europe étend son aire d'influence grâce aux diverses politiques d'association mais ceci n'assure en rien aux États signataires de l'accord qu'ils deviendront de futurs candidats. Depuis la création de l'euro, une Europe à deux vitesses se dessine : d'un côté se trouvent les pays (d'Europe de l'Ouest principalement) capables de supporter la monnaie commune et de l'autre ceux (d'Europe de l'Est) qui doivent encore fournir beaucoup d'efforts pour pouvoir être au point économiquement parlant.

**Face à une telle situation, la question de l'élargissement de l'UE ne devrait-elle pas plutôt basculer vers celle de son approfondissement ?**

La question d'un partenariat avec l'UE a de sérieuses répercussions en Ukraine : le pays est divisé entre ceux qui soutiennent la Russie et ceux qui soutiennent l'Europe, la brutalité avec laquelle les manifestants ont été réprimés est hautement critiquée et les revendications se déplacent maintenant du côté économique vers le côté politique, dénonçant la corruption mise en place sous V. Ianoukovitch.

Si l'Ukraine se questionne sur la politique d'élargissement de l'UE, le processus inverse est aussi observé : l'Europe aura été sans conteste le déclencheur d'une importante remise en question politique dans le pays slave. Une deuxième révolution Orange serait-elle en marche ?

\* Louise Pierre



Mireille Sadège

Rédactrice en chef  
Docteur en histoire  
des relations  
internationales

## Merkel 3 et l'Europe

En 2013, le magazine Forbes plaçait Angela Merkel en seconde position juste après Barack Obama dans le classement des personnes les plus puissantes du monde.

On sait qu'elle a grandi en Allemagne de l'Est et qu'elle est titulaire d'un doctorat en physique obtenu en 1986 mais c'est en politique qu'elle fera une rapide ascension dès 1990. À deux reprises Angela Merkel a été ministre sous la chancellerie d'Helmut Kohl d'abord ministre fédéral des Femmes et de la Jeunesse de 1991 au 1994 puis de l'environnement de 1994 au 1998. Et lorsqu'elle est élue en 1998 à la tête de la CDU, Merkel devient la première femme à diriger un parti chrétien-démocrate. Et sept ans plus tard, après la victoire du parti conservateur CDU/CSU en 2005, elle est nommée Chancelière et reconduite à ce poste à deux reprises en 2009 et 2013.

Angela Merkel a la réputation d'une femme discrète et pragmatique. Mais sa défense d'une politique de stricte austérité dans la gestion de la crise économique conduit ses détracteurs à la qualifier de « nouvelle Bismarck ou « dame de fer » allemande en référence à Margaret Thatcher. Cependant elle bénéficie d'une cote de popularité particulièrement élevée dans son pays, en témoigne sa victoire lors des élections du septembre 2013.

Aujourd'hui à la tête de la première puissance économique de l'UE et après avoir montré sa détermination dans la gestion de la crise économique et financière européenne, Angela Merkel va-t-elle jouer la carte de l'Europe lors de son troisième mandat ?

Connue pour être Européenne de raison, d'abord pour des motifs économiques, 60% des exportations de l'Allemagne sont destinées à l'UE, et ensuite démographiques, avec un taux de natalité parmi les plus faibles de l'Europe, l'Allemagne pour peser sur la scène mondiale ne peut que miser sur l'Europe. Rappelons aussi la présence des européens convaincus dans le nouveau gouvernement de coalition de Mme Merkel qui sont Wolfgang Schäuble aux finances, Ursula von der Leyen à la défense et Peter Altmaier, le nouveau bras droit d'Angela Merkel à la chancellerie. L'Allemagne peut alors aspirer à porter des propositions audacieuses pour l'avenir de l'Union dans le sens d'une plus grande intégration européenne, comme le souligne sa Chancelière : « *Le devoir de notre génération est maintenant de compléter l'union économique et monétaire et de construire pas à pas une union politique* ». Mais la fronde sans précédent dont elle a fait l'objet au Conseil européen du 19 décembre dernier, concernant la signature de contrats contraignants entre les Etats et la Commission européenne afin d'encadrer les réformes, montre bien qu'Angela Merkel ne pourra pas faire avancer l'Europe sans les Européens.

# L'Iran de Rohani : le rêve du retour d'un pays puissant sur la scène internationale

(Suite de la page 1)

La reprise de l'activité d'enrichissement en 2004, l'élection du volontiers provocateur Mahmoud Ahmadinejad en 2005, et l'annonce en 2007 de Téhéran de ses 3 000 centrifugeuses - étape symbolique permettant la fabrication de l'arme nucléaire - ont consommé la rupture avec l'Occident.

En juin dernier, Hassan Rouhani remporte les élections présidentielles. Depuis, on observe un net changement de ton dans les relations diplomatiques. Si les enjeux des acteurs impliqués dans ces négociations sont divers, lentement le champ sémantique de la confrontation pourrait laisser place à celui de l'échange.

## L'accord de Genève, une victoire de la diplomatie ?

Que personne ne se méprenne : le président Hassan Rouhani rappelait fin novembre lors d'une interview du *Financial Times* que toute idée d'un démantèlement des installations nucléaires en Iran était exclue « à 100% ». Ainsi c'est avant tout en raison de l'allègement des sanctions économiques que le récent accord de Genève soulève un espoir sans précédent. En

contrepartie, Téhéran s'engage à limiter son programme nucléaire, se traduisant par la limitation à 5% de l'enrichissement de l'uranium (aujourd'hui estimé à hauteur de 20%), la suspension des activités du réacteur à l'eau lourde d'Arak, et surtout l'accès facilité d'experts internationaux aux sites de production.

Si ce contrat n'annonce encore aucune résolution définitive mais seulement six mois de négociations, l'accord de Genève du 23 novembre dernier pourrait bien devenir historique s'il signait le retour apaisé de l'Iran sur la scène internationale. Rassemblant autour de la table les six grandes puissances que sont les cinq pays membres du Conseil de Sécurité de l'ONU (États-Unis, Russie, Chine, France et Royaume-Uni), l'Allemagne et la République islamique d'Iran, cette concertation a été commentée avec enthousiasme. Le ministre français des Affaires étrangères Laurent Fabius aura certes exprimé quelques réticences et crispations, refusant dans un premier temps un accord écrit à deux mains faisant l'impasse sur des points jugés sensibles tels que la question d'Arak. Israël a également joué les trouble-fête en s'inquiétant de ce compromis qui selon lui laisse Téhéran libre de poursuivre son programme nucléaire.

Cependant, les deux stars de ce rendez-vous politique international furent bien le secrétaire d'État américain John Kerry, et son homologue iranien Javad Zarif.

## From down to up with the USA?

La relation diplomatique entre les deux pays est aujourd'hui l'objet de toutes les attentions.

Et pour cause : d'un côté les Américains ont interdit tout contact avec la République islamique (l'*executive order* de 1987 interdit tout échange de bien et de service avec l'Iran) ; de l'autre un profond sentiment anti-américain est palpable, principalement nourri par la crainte d'être colonisé par le géant du bloc Ouest. Cette peur a d'ailleurs été perçue comme un des leviers de la Révolution Islamique de 1979,

le nouveau régime promettant aux musulmans le respect, et au pays une complète et durable indépendance.

Ce climat général d'hostilité se manifestait notamment par le cri « à bas les États-Unis » (éventuellement suivi de son double à l'encontre d'Israël) scandé par la foule lors de rassemblements politiques officiels.

Aussi, la conversation téléphonique en septembre dernier des deux chefs d'État Hassan Rouhani et Barack Obama n'avait rien d'anodin.

Cependant, au-delà de l'écho médiatique de ce temps diplomatique fort, ce sont les accords en terme de politique nucléaire qui définiront l'amélioration - ou non - des relations entre les pays.



## Programme nucléaire : coup de poker ?

L'Iran a beau n'avoir eu de cesse de rappeler le caractère pacifique de son programme nucléaire, la question de la capacité à produire une bombe est au cœur du débat impliquant les grandes puissances à l'échelle internationale.

Pour comprendre les enjeux de ce dossier, *Aujourd'hui la Turquie* a rencontré le Prof. Dr. S. Gülden Ayman, professeur à la faculté de sciences politiques de l'université d'Istanbul, dans le département des relations internationales, spécialiste de la question nucléaire et des relations avec il.

**L'accord de Genève a parfois été présenté par la presse comme une victoire des diplomates. Le plus décisif reste cependant à venir, dans la mesure où il ne fait qu'annoncer six mois de négociations. Quel serait d'après vous le scénario idéal ? A l'inverse que peut-on redouter ?**

Cet accord est une bonne nouvelle dans la mesure où il ouvre un temps de négociations. Si l'Iran effectivement réduit le taux d'enrichissement, laisse les experts visiter ses installations et ne construit pas de nouvelles centrifuges, dans le climat apparent de détente des relations diplomatiques l'Iran peut espérer à terme un retour sur la scène internationale. le pire des scénarios serait un abandon des négociations en cours, soit un retour à la case départ (situation avant l'accord de Genève). Je ne pense pas qu'il y ait davantage à craindre.

## Quelle place joue l'arme nucléaire dans ces négociations ?

En ce qui concerne la création de la bombe, on distingue les pays qui en disposent de ceux qui en ont les capacités mais ne l'ont pas encore produite. Les équipements et ressources actuelles de l'Iran lui permettraient de la produire en un à deux mois selon les experts internationaux. Cependant, ce qu'il faut bien comprendre c'est que la question nucléaire n'est pas seulement militaire. Dans la configuration géopolitique que connaît actuellement le

Moyen-Orient, une attaque nucléaire est quasiment impensable. Une intervention de la part des États-Unis me semble également improbable.

En revanche, posséder la bombe est un instrument diplomatique incomparable. Elle représente avant tout une menace pour les pays voisins. C'est pourquoi les États-Unis et Israël en tête veulent empêcher coûte que coûte l'Iran de disposer de l'arme nucléaire. L'Iran peut souhaiter la produire non pas essentiellement pour s'en servir, mais dans le but de se protéger, protéger sa population de toute invasion, et protéger l'existence de son régime.

L'accord de Genève a un objectif : donner du temps aux différentes puissances pour négocier et éventuellement s'entendre, notamment en termes économiques. Un temps de réflexion, un temps « rationnel », plutôt que celui de la crise politique dans lequel les dirigeants peuvent prendre des décisions sous le feu de l'émotion.

## Que représente cet accord dans l'histoire des relations diplomatiques entre les États-Unis et l'Iran ?

L'Iran risque de rester très prudente dans cette épreuve de rapprochement. Rappelons qu'au lendemain des événements du 11 septembre, l'Iran avait collaboré avec les États-Unis, divulguant des informations confidentielles à l'encontre des Talibans afghans. Aussi quand deux ans plus tard G.W. Bush inclut l'Iran dans « l'axe du mal », à la stupeur succède le renforcement du sentiment anti-améri-



cain. Aujourd'hui, en tant que chef d'État, Hassan Rohani souhaite avant tout la reconnaissance de la République islamique d'Iran à l'échelle internationale, à commencer par les États-Unis. L'argument nucléaire renforcerait la position de l'Iran qui cherche à se faire entendre par l'Occident en tant qu'acteur politique majeur du Moyen-Orient.

## Qui dirige l'Iran aujourd'hui ? Quelles sont les forces politiques à l'œuvre ? Que pouvons-nous attendre selon vous du nouveau chef de l'État ?

Hassan Rouhani, candidat le plus modéré des dernières élections présidentielles, a été élu avant tout pour son programme économique. Le Guide suprême Khomeini, bien que plus conservateur, adopte lui aussi une position très pragmatique. L'allègement des sanctions économiques est la première chose qui puisse servir les intérêts du pays. Si les conservateurs les plus radicaux s'offusquent de cet accord passé avec l'Occident, rappelant que l'Iran ne peut se montrer forte et indépendante qu'en refusant toute négociation, Rouhani est quant à lui convaincu que c'est par un réel sursaut économique que l'Iran pourra retrouver son rang sur la scène internationale et ainsi être à terme de nouveau considérée comme une grande puissance.

\* Solène Jimenez

Sophistication des opérations.

TAV Airports sert des millions de passagers et des milliers d'avions dans douze aéroports sur trois continents. Fort de son savoir-faire approfondi, TAV se concentre sur les moindres détails des opérations aéroportuaires afin de fournir le service parfait.

AEROPORT ISTANBUL ATATURK • AEROPORT ANKARA ESENBOGA • AEROPORT IZMIR ADNAN MENDERES  
AEROPORT ANTALYA GAZIPASA • AEROPORT DE TBILISSI • AEROPORT DE BATUMU • AEROPORT ENFIDHA-HAMMAMET  
AEROPORT MONASTIR HABIB BOURGUIBA • AEROPORT SKOPJE ALEXANDRE LE GRAND  
AEROPORT OHRID ST. PAUL L'APOTRE • AEROPORT DE MEDINE • AEROPORT DE RIGA

www.tavairports.com

TAV Airports  
Live, Smile and Fly!



Ozan Akyürek

Avocat au  
Barreau de Paris  
oakyurek@jonesday.com

## Vers une protection plus accrue des passagers de vols aériens

« Mesdames, Messieurs, en raison d'un problème technique le vol n°AF745 en direction de Londres est retardé d'une heure. Qui n'a jamais entendu cette annonce avant un départ ? Les véritables questions se posent après : le billet est-il remboursable ? Pour Quelles situations ? quelles sont les démarches à entreprendre ?

Le droit de l'Union européenne (UE) a mis en place depuis quelques années une réglementation des passagers de vols aériens. Le Règlement (CE) n°261/2004 du 11 février 2004 établit les règles communes en matière d'indemnisation et d'assistance des passagers en cas

de refus d'embarquement et d'annulation ou de retard important d'un vol. Ces règles s'appliquent à tous les vols à partir d'un aéroport de l'Union européenne, y compris les vols charters et les voyages organisés. Les compagnies aériennes tant européennes qu'étrangères sont visées. Au Règlement de 2004 vient s'ajouter un Règlement du 5 juillet 2006 sur les droits des passagers aériens handicapés, entré en vigueur le 28 juillet 2008 en France. En 2013, La Commission Européenne a fait une proposition de révision du Règlement de 2004 qui mérite d'être examinée.

De nouvelles définitions ont été insérées dans le texte afin d'en faciliter la compréhension. La notion d'annulation est définie comme « un vol qui décolle mais n'atterrit pas à destination, soit qu'il ait dû faire demi-tour, soit qu'il ait dû se poser ailleurs ». Cette définition, bien que plus complète que la précédente, ne vient pourtant toujours pas distinguer clairement le vol annulé du vol retardé ce qui ne permet pas de clarifier les situations rencontrées par les passagers.



La notion de circonstances extraordinaires reçoit également une nouvelle définition. La proposition renvoie sur ce sujet à une annexe I qui donne une liste indicative des circonstances considérées comme extraordinaires. On retrouve par exemple les conditions météorologiques, les

conflits du travail chez les transporteurs ou encore les risques sanitaires dans la liste des circonstances extraordinaires, et les problèmes techniques relatifs à l'exploitation normale de l'appareil en tant que circonstances ordinaires.

Sur la question du réacheminement ou le retour vers le point de départ, l'avancée la plus notable est que le réacheminement puisse se faire par d'autres modes de transport ou un autre transporteur aérien. Cette disposition démontre clairement une volonté de protection du passager aérien. En effet, lors des dernières paralysies du trafic aérien, de nombreux passagers avaient dû patienter plusieurs jours avant d'avoir un vol, alors que d'autres compagnies étaient disponibles.

Le montant de l'indemnisation, en cas de refus d'embarquement et/ou d'annulation, dépend de la distance et son barème ne se voit pas modifié par la proposition de révision. Cependant, le délai de retard minimum a été supprimé. Dès l'annulation de vol et quel que soit le délai d'acheminement, le passager pourra prétendre à la compensation complète prévue alors, qu'auparavant, il devait arriver avec un retard minimum à destination.

Si, à première vue, cette rédaction peut paraître favorable au passager,

l'élargissement des cas de compensation d'annulation risque de ne pas encourager les compagnies aériennes à admettre l'annulation.

En revanche, la compensation doit toujours être payée au passager par espèces, par virement bancaire ou par chèques ou, avec l'accord du passager, l'indemnisation peut consister en des bons de voyage ou autres services.

Des précisions en matière d'hébergement sont apportées telles que la présentation de justificatifs d'avance de frais et la limitation de la prise en charge de l'assistance en cas de circonstances extraordinaires (l'hébergement est limité à trois nuits et à 100 euros par nuit).

De plus, si le passager renonce au réacheminement et choisit le remboursement, il ne peut prétendre à un hébergement. Il convient également de noter l'ajout d'une obligation à la charge des aéroports de prévoir des dispositifs d'urgence et d'accueil en cas d'annulation massive de vols.

Le nouvel article 6 de la proposition de révision prévoit un régime de compensation en plus de l'assistance en cas de retard. Un nouveau barème est présenté à l'article 7 et expose que les passagers pourront prétendre à une compensation si le retard est de : 5 heures minimum sur un vol intra-UE ou de moins de 3500 km ; 9 heures minimum sur un vol entre 3500 et 6000 km ; 12 heures minimum sur un vol de plus de 6000 km.

La proposition de révision est donc très attendue pour le droit des passagers. Certaines dispositions viendront sans aucun doute, si elles sont adoptées en l'état, fortement renforcer la protection du passager, lorsque d'autres devront peut-être attendre une interprétation par la Cour de Justice de l'Union européenne pour être parfaitement appliquées.



Ali Türek

## Un homme et une ville

«*H πόλις θα σε ακολουθεί.*» disait Constantin Cavafis.

« La ville te suivra partout ». Je n'y ai jamais cru. Chaque ville était une page, une toute nouvelle page qui s'ouvrait devant moi. Je n'ai jamais eu assez de courage pour le refuser lorsqu'il s'agissait d'un changement de repère dans la carte du monde. J'ai ainsi « vécu » chaque ville, souvent comme une chronique à ne suivre qu'au guide des mots. Les chroniques de l'Atlantique du séjour fou d'Erasmus ont été succédées par celles du Bosphore, ma ville natale. Les mots ont, tour à tour, su, d'une manière incessante, m'accompagner.

Aujourd'hui, je reste debout sur une colline qui donne, impérieusement, sur une nouvelle ville que je connais depuis bien longtemps. Des années après, je m'y trouve seul et un peu étranger. En vain, je cherche ce qui m'avait accueilli à l'Atlantique. En vain, je suis ce que j'ai quitté à Istanbul.

Je sens parfois combien Istanbul et tout ce qui y reste me manquent ; pourtant je continue de marcher...

À deux minutes de là où j'habite, dans ce vieux coin de Montmartre, Paris semble être tranquille, à la fois bien connu et étrange. Paris n'est plus cette ville-musée qui ne faisait que fasciner, impressionner. La ville dévoile un tout autre visage. Elle touche, maintenant, quelque chose de plus proche. Parfois y-règne-t-il un pur spleen profond. Parfois, un chaos inouï y domine tout. Pourtant encore, au bout d'une rue en pente, elle fascine. Elle surprend.

Depuis de nombreuses décennies, elle avait su garder une attirance particulière pour d'innombrables étudiants, artistes, intellectuels, hommes et femmes politiques. Elle avait accueilli ces « jeunes Turcs » de jadis, elle leur était devenue un toit tout comme elle l'a été pour tant d'autres.

Que garde-t-elle, aujourd'hui, de son attirance, de sa puissance irrésistible ? Quelle parole a-t-elle encore ? Que cherche-t-on constamment en son sein ?

Passant par la basilique du Sacré-Cœur et descendant les grands escaliers, un court trajet fait, désormais, partie de ma routine. Je prends, chaque jour, le métro pour descendre au Marais, pour suivre mes cours au Centre Malher de la Sorbonne. Les réponses à ces questions perdent un peu leur sens dans la foulée du quotidien.

De nouvelles habitudes y règnent depuis ces trois mois de « bohème étudiante », comme l'appelle Modiano que j'ai lu durant la toute première nuit chez moi.

Cet envoi se trouve au cœur d'un changement. Plus je prends les mêmes rues allant à la faculté, plus je me sens chez moi, dans ma ville. Un nouveau petit monde se construit, petit à petit. Paris devient la ville où je « vis ».

Chaque ville est une nouvelle page, toute nouvelle, toute différente. Je me sens devant une ville dans laquelle j'aurais mes mots à renverser pour la remplir, la construire.

Très tôt le matin, je reste debout sur une colline, rien n'y bouge et la ville reste toujours endormie sous un brouillard.



Nami Başer

Considérations flou-sophiques

## La naissance du nouveau

"Au fond de l'inconnu pour trouver du nouveau" écrivait Baudelaire au dix-neuvième siècle. Qu'entendait-il par là ? Voilà ce à quoi me fait penser l'approche du nouvel an, après tant d'événements exorbitants que nous avons vécu cette année, qui s'en va dans le tumulte des luttes intestines. En ce qui concerne nos deux pays, il y a une remontée de la droite politique (il est vrai qu'on peut nuancer : en Turquie elle est déjà au pouvoir, en France c'est une certaine déception devant la gauche au pouvoir qui en cause l'assaut) qui fait que l'on craint ces masses réunies dans leur détermination pour défendre la religion ou des valeurs semblables leur permettant

une cohésion, une unification que le capitalisme globalisé ne leur donne pas. Evidemment, ça craque de toutes parts et le début du nouvel an doit nous fournir des armes pour penser à fond ces singularités.

Chaque fois en effet que la vie semble sclérosée, qu'elle étouffe ceux qui veulent la supporter, il semble que quelque nouvelle formule se prépare. "Là où la nuit est la plus noire, l'aube est proche" disait notre écrivaine la plus célèbre pendant la guerre de libération, Halide Edip Adivar. C'est sans doute à cause de cela que dans le christianisme le sacrifice de Dieu, son incarnation comme sa crucifixion permet à l'humanité un cer-

tain sauvetage, du moins sa promesse et son chemin.

De nos jours ce sont les hommes qui signent et assument ces sauvetages. D'où un peu partout des insurrections dans le monde contemporain, de la Russie jusque dans les pays arabes, dont Gezi, chez nous, reste l'exemple le plus patent.

Les élections municipales vont avoir lieu en Turquie et nous allons pouvoir assister à la persistance de nos espoirs pour un changement, quelles que soient ses limites, peut-être. Oui, peut-être. Et c'est dans ce petit mot que, pour l'instant, se condensent nos vœux du nouvel an.



Dr. Hüseyin Latif

Directeur  
de la publication

## Mustafa Balbay est un marathonnier

Mustafa Balbay, député du CHP (Parti Républicain du Peuple), journaliste et écrivain en détention depuis presque 5 ans a enfin été libéré

Le 4 décembre 2013, la Cour Constitutionnelle a considéré l'arrestation de Mustafa Balbay, député du CHP, comme étant une « enfreinte au droit ». Le tribunal a rendu un jugement au sujet du paiement d'une indemnité de cinq mille livres turques à Balbay.

Mustafa Balbay a été arrêté le 6 mars 2009 pour avoir tenté de renverser le gouvernement.

La Cour Suprême a trouvé acceptable le recours engagé par Balbay qui concernait le fait que son droit d'élection avait été enfreint et que le délai raisonnable de détention avait été dépassé.

Le 6 décembre 2013, j'ai regardé toutes les chaînes d'information depuis les premières heures du matin attendant l'annonce de sa libération.

Qui sait combien de fois j'ai visité les sites internet de *Cumhuriyet* et de *Hürriyet*, parfois même depuis mon téléphone portable, pour lire cette bonne nouvelle.

J'attendais la mise en liberté de mon ami d'université. Je voulais voir Gülşah, Yağmur et Deniz sauter en l'air et les entendre dire « Hourra, notre père arrive ! »

L'annonce de la libération de Mustafa Balbay disait qu'il aurait dû être libéré le 12 juin ou le 13 juin 2011 au soir...

J'ai attendu en vain le vendredi 6 décembre 2013. Il était noté en première page du journal *Cumhuriyet* : « La Seule solution est la mise en liberté ». Son père Fevzi Balbay avait dit : « Nous avons beaucoup souffert. Cela suffit. » Gülşah Balbay, Yağmur et Deniz ont aussi attendu en vain. Quelle déception ils ont eue lorsqu'ils se sont dit « Papa n'est pas arrivé ! »

Sa femme Gülşah avait préparé ses plus beaux habits et ceux de ses enfants. Ils allaient les revêtir ce jour-là et aller à Sincan pour accueillir Mustafa Balbay. Cela n'a pas eu lieu. Ils vont attendre lundi.

\* \* \* \* \*

Le samedi 7 décembre, je n'ai pas voulu regarder les journaux. Le journal *Cumhuriyet* était paru avec le titre « On appelle cela la souffrance ».

Dans les journaux du dimanche 8 décembre, la mère de Mustafa, Me-

lek Hanım répondait au journal *Hürriyet* : « Que Mustafa arrive, son börek est prêt » en réponse à son fils qui lui avait dit « Maman prépare le börek, j'arrive ! »

\* \* \* \* \*

Le lundi 9 décembre 2013, à 15 heures, alors que la décision n'a pas encore été révélée, les messages suivants ont été partagés du compte Twitter de Balbay :

« La Cour Constitutionnelle a malgré tout montré qu'il faut forcer les voies du droit interne. J'ai la conscience tranquille, j'attends la décision du tribunal local avec toute la Turquie. Je me sens comme un athlète qui attend avec impatience que soit donné le signe de départ de la course. »

Enfin...

Le même jour, aux alentours de 19 heures, la décision prévoyant la mise en liberté de Mustafa Balbay a été notifiée à Maître Oktay Yılmaz. Il est désormais en liberté après 4 ans 9 mois et 15 jours de détention.

Il a été accueilli à la sortie de prison par son épouse et ses milliers de sympathisants et ainsi que par des centaines de journalistes, de cameras et d'appareils photos.

Il a fait un discours au cours duquel il s'est exprimé ainsi : « Je dis bonjour à la liberté. Je me sens responsable envers des dizaines et des centaines de personnes qui cherchent leur droit et de détenus préventifs qui sont en prison comme si j'avais fermé la porte sur eux. (...) Ouvrez dorénavant ces portes. (...) Je dis bonjour 'la Liberté'. Je dis bonjour 'la Turquie'.

Balbay a été accueilli chez lui avec la chanson « Ey özgürlük (O liberté !) » de Zülfü Livaneli. Un drapeau turc géant a été suspendu à l'entrée de sa maison. Gülşah Balbay, son épouse, a eu ces paroles à propos de la libération de son mari : « J'ai pleuré de joie à notre première rencontre. Il m'est impossible de décrire cela. J'ai respiré l'odeur de Mustafa. » Tandis que son fils Deniz s'est endormi en disant : « Maintenant je vais dormir. Je vais faire un beau rêve. Maintenant je vois mon père dans mon rêve. »

\* \* \* \* \*

Après ce récit, il ne me reste qu'à vous souhaiter une très belle année 2014, ainsi qu'à toute la famille de Mustafa Balbay.

## Mustafa Balbay : « Je sors de prison intègre »

Samedi 14 décembre, aux alentours de 10h du matin, une étrange atmosphère régnait sur le boulevard Atatürk à Izmir. Mustafa Balbay, journaliste à *Cumhuriyet*, avait été libéré de prison le lundi 9 décembre et venait donner une conférence de presse au sein du Syndicat des journalistes de la ville pour laquelle il a été élu député. Amis, anciens collègues et membres du parti s'étaient ainsi donné rendez-vous pour accueillir Mustafa Balbay, devenu nouveau symbole d'une Turquie en quête de justice.



Accusé d'avoir participé à une tentative de complot contre le gouvernement, le journaliste a été détenu pendant presque cinq ans dans le cadre du procès Egenekon. Dénoncée par l'Union Européenne, la longueur de sa détention préventive mais aussi le fait que sa condamnation manquait de preuves solides furent autant d'éléments qui créèrent la confusion dans les esprits turcs. Si certains ont d'abord vu dans le procès Egenekon une réforme attendue de l'« État profond » (qui peut être défini comme « un État dans l'État », regroupant des personnalités aux profils divers ayant pour ambition de protéger l'État turc selon une vision nationaliste exacerbée), la tournure qu'a ensuite prise le procès a inquiété une bonne partie de l'opinion publique. Les arrestations se sont multipliées et leurs raisons étaient souvent obscures, figurant pour la plupart sous une étiquette assez vague, celle d'avoir « voulu renverser le gouvernement ».

Lors de sa première conférence de presse depuis sa libération, Mustafa Balbay a déclaré qu'il ne souhaitait pas se montrer rancunier, et qu'il désirait désormais créer un « nouveau dialogue politique », nécessaire dans la Turquie actuelle. À la question d'un journaliste qui lui demandait ce qu'était pour lui le plus gros problème en Turquie, Mustafa Balbay a répondu que c'était bel et bien celui de la justice et non pas, comme cela l'est parfois évoqué, celui de la sécurité individuelle. « Sans justice, il n'y a pas de liberté [...] ni de sécurité » a-t-il déclaré.

Désormais, Mustafa Balbay est tourné vers l'avenir, et a promis de faire tout ce qui était en son pouvoir de député pour faire sortir de prison tous les « patriotes » qui s'y trouvaient encore. « Lorsque je suis sorti de prison, on m'a dit 'geçmiş olsun'<sup>(1)</sup>. Au bout du deuxième jour, je leur ai dit : « geçmiş oldu, artık gelecek olsun »<sup>(2)</sup>. Je regarde désormais vers l'avenir. »

Cette conférence de presse chargée d'émotion était attendue tant par les amis et collègues du journaliste que par Mustafa Balbay lui-même : « Quand j'étais en pri-

son, je recevais de très belles lettres », a-t-il confié, « et je me demandais alors comment est-ce que je pourrais montrer ma reconnaissance. On me demandait souvent quand est-ce que je sortirai de prison et je ne pouvais pas répondre. Je disais alors que je ne savais pas quand je sortirai, mais que je savais comment : j'en sortirai intègre ». À l'issue de la conférence, Mustafa Balbay et quatre de ses collègues, dont Atilla Sertel, Président du Syndicat des journalistes d'Izmir, ont libéré cinq colombes blanches, symbolisant les cinq années que le journaliste a passé à Silivri. Mercredi 17 décembre, Mustafa Balbay s'exprimait en direct sur la chaîne de télévision CNN Türk. Interrogé sur la récente vague de garde à vue de plusieurs hautes personnalités dans le cadre d'une affaire de corruption liée au secteur du bâtiment, le journaliste a déclaré avoir été très surpris et confus. Il a également pointé du doigt le fonctionnement de la justice, avec un étalage médiatique difficilement compréhensible, alors qu'on ne savait toujours pas, le 17 au soir, qui était vraiment mis en garde à vue et pour quelles raisons. « Dans cette affaire, je vois l'État contre l'État », a-t-il souligné.



Evoquant de nouveau ses fonctions de député, Mustafa Balbay a exprimé sa volonté de faire libérer de prison tous les élus, journalistes et intellectuels enfermés dans le cadre du procès Egenekon mais également d'autres procès (notamment celui du KCK dans lequel plusieurs personnalités kurdes ou proches des Kurdes sont toujours en prison). D'après le député, en Turquie, la loi n'est pas claire et c'est bien en raison de ce vide juridique que tous les accusés liés à ces affaires devraient être immédiatement libérés. Juste après sa libération, Mustafa Balbay s'est d'ailleurs longuement entretenu sur ce sujet avec Cemil Çiçek, Président de l'Assemblée nationale, ce dernier lui ayant confirmé son souhait de voir ces prisonniers libérés. Espérant une « Turquie nouvelle pour ce XXI<sup>ème</sup> siècle », Mustafa Balbay, connu pour son verbe, a répondu au présentateur de CNN Türk, qui le questionnait sur son intention de demander ou non des comptes, et si oui, à qui : « Mon état d'esprit aujourd'hui est le suivant : je ne veux pas me venger (« kin gütmek »), et devant « kin » (rancune, haine en turc) je place la particule « sa » et je serai « sakin » (tranquille) ».

Nous suivrons donc les actions de ce député tranquille, désormais libre, dans sa quête de justice.

<sup>1</sup> Expression que l'on dit couramment en Turquie à quelqu'un de malade ou qui a vécu un événement difficile, et que l'on pourrait traduire par « bon rétablissement »

<sup>2</sup> C'est passé, et maintenant pensons au futur »



## « Galatasaray : une institution de qualité qui forme des étudiants trilingues »

Jean-Jacques Paul a été nommé Recteur adjoint de l'Université Galatasaray en septembre 2012. Après plus d'un an d'exercice, il revient pour Aujourd'hui la Turquie sur les réalisations de cette université prestigieuse et sur les conditions de sa réussite.



### Pour commencer, pouvez-vous nous parler un peu de vous et de ce qui vous a mené à Istanbul ?

J'ai commencé comme jeune chercheur au CNRS à la fin des années 1970 et j'ai fait une grande partie de ma carrière à l'Université de Bourgogne à Dijon, en France, en tant que professeur d'économie. J'ai exercé un certain nombre de responsabilités administratives puisque j'ai été Vice-président de l'université, Directeur d'un Laboratoire CNRS et Doyen de la Faculté de Sciences économiques et Gestion. En 2007, je suis parti à Phnom Penh au Cambodge pour être responsable d'un projet de coopération française, et j'y suis resté quatre ans. J'avoue qu'à l'issue de mon mandat à Phnom Penh je n'avais pas très envie de rentrer en France. J'ai appris que ce poste de Recteur adjoint de l'Université Galatasaray était vacant. J'ai donc candidaté et j'ai été sélectionné. Il faut savoir que c'est un poste du ministère français des Affaires étrangères. D'après l'accord bilatéral de 1992 qui a fondé l'Université Galatasaray, cette université est turque avec un recteur turc et un recteur adjoint français.

### Combien d'étudiants accueillez-vous aujourd'hui à l'université, et quels sont leurs profils ?

Nous accueillons environ 4000 étudiants, dont 2400 étudiants en licence. Ce qui est intéressant en ce qui concerne le profil de ces étudiants, c'est qu'il est très diversifié du point de vue de la pratique linguistique. Ceci correspond à l'accord bilatéral de 1992. Dans cet accord il est stipulé qu'il y aurait deux flux distincts d'entrée à Galatasaray : pour moi-

tié des élèves issus du lycée Galatasaray ou des lycées francophones de Turquie, donc qui seraient francophones en arrivant, et pour moitié des étudiants non francophones. Nous accueillons environ 400 étudiants par an, là aussi selon les termes de l'accord bilatéral. Nous avons donc chaque année 200 étudiants francophones qui passent un concours d'entrée interne en français, et 200 étudiants non francophones recrutés par le concours national. Ces derniers ont une année de français intensif avant de pouvoir commencer leur licence.

### Vous êtes arrivé à ce poste en septembre 2012. Quelles ont été les premières actions que vous avez entreprises ?

Je dirais consolider les doubles diplômes et les développer. Un double diplôme est un diplôme délivré par une université française à des étudiants turcs inscrits à Galatasaray. Sous réserve de réussite aux examens, les étudiants peuvent avoir, dans certaines disciplines, une double licence, française et turque. Ces doubles diplômes sont importants car ils ancrent la présence universitaire française à Galatasaray.

Il y a eu aussi un des bâtiments administratifs de Galatasaray qui a brûlé en début d'année dernière et j'avoue que cela a pris pas mal de mon temps.

### Quelles sont les actions que vous aimeriez développer à long terme ?

J'aimerais renforcer le partenariat avec les entreprises françaises, qui sont véritablement demandeuses de diplômés de Galatasaray. J'aimerais notamment construire des partenariats de recherche et accueillir des chaires d'entreprises,

même si à ma connaissance les textes permettent difficilement de faire intervenir des entreprises au sein des universités publiques. Dans ce cadre là, nous aimerions développer la partie sciences et technique de Galatasaray ; le recteur a depuis longtemps l'idée de créer un département Génie électronique. Nous projetons également avec Alain Jupé, qui est Président de notre comité de parrainage, et Henri de Castries d'Axa, la constitution d'un « Club Entreprises Galatasaray » pour appuyer de tels projets.

### La Cour des Comptes a récemment émis quelques remarques au sujet de l'Université Galatasaray. Pouvez-vous nous en parler ?

La Cour des Comptes ne soulève qu'un seul point, celui d'un redéploiement éventuel de certains moyens de Galatasaray pour d'autres actions en Turquie. L'analyse de la Cour des Comptes porte non pas sur Galatasaray mais sur la MICEL, l'institut qui gère une partie des enseignants français en Turquie qui sont pour l'essentiel au lycée et à l'Université Galatasaray. Le financement de la MICEL représente 70% de la dotation culturelle de la France à la Turquie. C'est une charge très lourde, certains disent donc que Galatasaray coûte cher et contraint la marge d'action de la France. Voilà le cœur de la question. Alors certes, c'est une charge lourde mais si nous regardons la contribution budgétaire française à l'Université Galatasaray, elle représente 6% du budget total de l'université. C'est donc peut être un gros effort pour la France, mais dans l'ensemble cela ne représente que peu de chose. Dans le même temps, c'est cette subven-

tion qui permet à la France de respecter l'accord de 1992 et d'être présente à Galatasaray. Si on veut être efficace il faut un minimum de masse critique. Cette masse critique on l'a à Galatasaray. Si on la diminue, notre action ne sera plus efficace. Et là c'est l'échec programmé.

Concernant d'éventuelles critiques envers l'université Galatasaray, je tenais également à préciser qu'à aucun moment, et contrairement aux allégations qui ont été reprises lors d'une précédente interview dans votre journal (celle de Niyazi Ökten, du mois de septembre 2013, *ndlr*), le Premier ministre Erdoğan n'a remis en cause la réussite du projet Galatasaray. Bien au contraire, lui-même, tout comme le Président de la République et le ministre de l'Éducation, ont témoigné leur plus vive sympathie et leur attachement au projet, auprès du Recteur Tolga, lors du tragique incendie du 22 janvier dernier.

### Pour finir, que diriez-vous à un étudiant turc qui hésiterait entre une éducation anglophone et une éducation francophone ?

Je lui dirais qu'il faut choisir une institution de qualité, indépendamment de la langue, et que Galatasaray a l'avantage d'être une université de qualité et de prestige qui forme des étudiants trilingues. Ce que je dis toujours à mes étudiants c'est que nous n'enseignons pas le français contre l'anglais, mais l'anglais en plus de français. Ce serait inconcevable, bien évidemment, de former des étudiants non anglophones. L'avantage de Galatasaray c'est qu'on a une langue en plus quand on sort de l'université.

\* Propos recueillis par Amandine Canistro

## Quatrième édition des MFINUE au Lycée Saint-Joseph d'Istanbul

La quatrième édition du Modèle Francophone International des Nations Unies en Eurasie (le MFINUE) s'est déroulée du 29 novembre au 1er décembre 2013, au Lycée français Saint-Joseph à Istanbul. Le thème général de cette année : « La Modernité ? ». Parés de leurs plus beaux costumes, les élèves ont quitté leur rôle de lycéens pour jouer aux apprentis diplomates et débattre avec ferveur autour de cette problématique qui n'est pas des plus aisées.

Dès la cérémonie d'ouverture de l'édition 2013 le ton est directement donné. Les invités de marque ne sont autres que de « vrais » diplomates et institutionnels. Pour n'en citer que quelques-uns, on retrouve parmi eux la Consule générale de France à Istanbul, Muriel Domenach et le recteur adjoint de l'Université Galatasaray, Jean-Jacques Paul qui ont fait chacun, un discours autour de la modernité.

Concept clé de cette quatrième édition des MFINUE, rappelons-le.

Le public, composé d'élèves venus de pas moins de 19 lycées francophones de Turquie, de France, de Grèce, de Pologne ou encore des Pays-Bas s'appête à entrer dans la cour des grands. Ils écoutent attentivement les discours de ces invités de prestige car bientôt, ça sera à leur tour de jouer.

Et oui, le MFINUE est une stimulation des conférences de l'Organisation des Nations Unies. Il s'agit d'une initiative lancée par les étudiants du lycée français Saint-Joseph d'Istanbul. Cela fait maintenant quatre ans que ce projet a été mis sur pied et c'est chaque fois un succès.

Cette organisation presque titanique repose en grande partie sur les épaules déjà bien solides de Zeynep Taksin, secrétaire générale, de la Présidente de l'Assemblée Générale, Berrak Güven, du Secrétaire

Général Adjoint Berke Alikasıfoğlu, de la secrétaire générale adjointe Mina Tümay et, enfin, de la présidente de la Cour, Zeynep Ülgür. Sans oublier qu'ils sont soutenus par leurs professeurs Jean-Michel Ducrot et Christelle Seguy.

Au cours de ces trois journées au programme bien chargé, tous les participants se glissent dans la peau de président de l'Assemblée générale, de délégués ou d'ambassadeurs, de présidents ou vice-présidents de comité, de journalistes, de photographes, pour une reconstitution saisissante de réalisme.

Il faut dire qu'aucun détail n'est laissé au hasard : des costumes au vouvoiement, en passant par les drapeaux de chaque nation qui trônent fièrement sur la table de son représentant. Tout nous rappelle le cadre et les codes des Nations Unies. À travers des débats enflammés, ils tentent de trouver des ententes stratégiques



pour résoudre des problèmes d'ordre économique et politique. Et tout ça, en français, langue officielle de l'ONU bien sûr. Ce qui est loin d'être un jeu d'enfant. Surtout lorsque l'on sait que seul le langage diplomatique est admis dans l'enceinte du lycée lors du déroulement du MFINUE.

Les élèves prennent leur rôle très au sérieux. Si bien que même à la pause, les conversations continuent de plus belles, leur personnage leur tient à cœur.

Certaines élèves se détachent du lot et l'on devine très vite que certaines carrières politiques se dessinent sous nos yeux. Qui sait, peut-être que l'on les retrouvera plus tard sur le devant de la scène politique, en tout cas, ils sont bien partis pour y arriver !

\* Stéphanie Avşar

# Les relations franco-turques à la veille de la visite d'État du président Hollande

**La visite du président de la République française, François Hollande, doit avoir lieu vers la fin du mois de janvier. Très attendue, cette visite officielle est déjà perçue comme un symbole fort pour une relance des relations franco-turques, en froid sous l'ère Sarkozy. Pour accueillir cette visite, Aujourd'hui la Turquie a choisi de faire un point sur l'état actuel des relations entre les deux pays. Relations économiques, diplomatiques, culturelles... nos journalistes ont passé en revue tous les domaines dans lesquels, aujourd'hui, la Turquie et la France entretiennent des liens forts, et qui sont pour la plupart historiques.**

## Relations diplomatiques depuis 1526

Et oui ! Les relations entre ces deux pays datent de 1526, époque lointaine où Soliman le Magnifique accorda son aide à François Ier, alors roi de France. Dès lors, l'histoire diplomatique entre les deux pays se poursuit avec la visite exceptionnelle de François Hollande en Turquie prévue pour la fin du mois de janvier. Aucune visite officielle dans le cadre bilatéral ne s'était déroulée de la France en Turquie depuis 1992. L'occasion pour nous de se pencher sur les relations diplomatiques entre ces deux États et les changements de politique extérieure effectués par la France depuis l'arrivée de son nouveau président.

Vainqueur des élections de 2012, le nouveau président français a été accueilli avec un certain soulagement par Ankara. Alors que son prédécesseur Nicolas Sarkozy s'est opposé à l'entrée de la Turquie dans l'UE, François Hollande, quant à lui, affiche une position bien plus modérée. Comme nous l'explique Didier Billion, directeur adjoint de l'IRIS et spécialiste du Moyen-Orient, Sarkozy adoptait une position clairement idéologique « *puisque'il n'hésitait pas dans un certain nombre de ces discours, à parler de l'Europe des croisades et des cathédrales. On comprend dès lors qu'il y a chez lui une sorte d'incompatibilité à envisager l'adhésion d'un pays culturellement musulman à l'Union Européenne* ».

Ce qui n'est pas le cas du nouveau président de la République. Plus pragmatique qu'idéologique, « *il semble avoir compris l'importance de la Turquie ou du moins la nécessité de reconstruire des relations normalisées avec elle* » explique le spécialiste du Moyen-Orient.



Bien sûr, malgré l'évolution positive des relations diplomatiques entre les deux pays, des divergences importantes persistent. Divergences qu'il faut à tout prix mettre sur la table pour améliorer la qualité des relations diplomatiques qui unissent la France à la Turquie.

Mais ce qui compte, ajoute Didier Billion « *ce n'est pas tant qu'il demeure des divergences mais plutôt qu'elles soient traitées de façon responsables, décripées et dépassionnées pour que chaque dossier puisse avancer positivement* ».

Sous la présidence de Sarkozy, les relations franco-turques ont été marquées par de profonds désaccords sur les questions de l'adhésion de la Turquie à l'UE et sur la question du « *génocide arménien* ». Nicolas Sarkozy avait ainsi bloqué les pourparlers entre la Turquie et l'Union.

C'est pourquoi les autorités turques ont très tôt manifesté leur volonté de débiter une « *nouvelle ère* » dans les échanges avec la France lors de l'arrivée au pouvoir du nouveau président français tandis que François Hollande a

exprimé le souhait de mettre en place une relation stable entre les deux pays et de voir naître une relation « *forte, amicale et pérenne* ».

Ce dialogue bilatéral entre les deux pays s'est donc étoffé sur plusieurs points. Les deux États se concertent plus régulièrement sur des questions internationales telles que les crises au Proche et au Moyen-Orient, la crise financière, le G20 et les questions climatiques. Sans oublier que la Turquie et la France coopèrent également en matière de lutte contre le terrorisme.

(lire la suite page 8)

## Les relations culturelles franco-turques : un potentiel sous-exploité



Si l'Europe a toujours eu une influence culturelle considérable sur l'Empire Ottoman, l'intérêt des élites pour la culture française naît au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, lorsque l'ambassadeur Yirmisekiz çelebi Mehmed efendi s'installe en France. Pour

Gilles Veinstein, historien, spécialiste de l'Histoire turque et ottomane, c'est à partir de ce moment-là que des échanges culturels importants se développent entre les deux pays et dans les deux sens. Des instructeurs français se rendent dans l'Empire, la France exporte ses sciences et techniques ainsi que certaines formes artistiques, à l'image du baroque. La Turquie, quant à elle, exporte son art de vivre (avec son café, ses kiosques, son textile et ses objets orientaux),

(lire la suite page 8)

## La bonne santé des relations économiques passe par un dépassement des différends politiques

Souvenez-vous, lors de sa visite en octobre dernier à Istanbul le ministre du Redressement Productif Arnaud Montebourg avait affirmé que "L'objectif de [la France et de la Turquie] est de faire de nos relations économiques reconstruites le point de solidité entre nos deux pays, quelles que soient les vicissitudes politiques". Lors du quinquennat de Nicolas Sarkozy, les relations diplomatiques s'étaient progressivement dégradées en raison de l'opposition de l'ancien président à l'entrée de la Turquie dans l'UE et la proposition de loi

– aujourd'hui annulée – de la condamnation de la négation du « *génocide arménien* ». Mais depuis l'arrivée de François Hollande à la présidence, les questions politiques demeurent plus discrètes : la priorité, pour Ankara comme pour Paris, reste les relations économiques entre les deux pays. Quatre réacteurs nucléaires d'une puissance de 1.100 mégawatts chacun doivent entrer dans la composition de la deuxième centrale nucléaire de la Turquie et le ministre français était en mesure de promouvoir le savoir-faire français en la matière. Posant les jalons d'une prochaine visite d'État de François Hollande en Turquie, le climat se réchauffe officiellement : la dernière entrevue gouvernementale remonte à celle de François Mitterrand en 1992 !



### La Turquie dans l'espace économique international :

Pour bien comprendre les dynamiques de la Turquie, il est impossible d'aborder le sujet sans définir les principaux agrégats macroéconomiques. Selon ces derniers, la Turquie semble se porter comme un charme ! Le pays est progressivement devenu le premier pays de l'OCDE en croissance cumulée sur la période 2003-2010 et si les prévisions s'avèrent exactes, le sera encore pour 2011-2017. Ainsi obtient-elle en 2011 le deuxième taux de croissance

mondiale, juste derrière la Chine et ses 9,6% ! Avec un taux de chômage de 9%, un déficit public de -1% et une dette de 40% du PIB annuel en 2011, la Turquie semble a priori plus attractive que la France et en capacité de répondre aux critères de Maastricht (faut-il le rappeler, le déficit de la France approche les

-4% et sa dette est de 93,4% du PIB). Affectée en 2001 par une grave crise économique, la Turquie n'a pas connu de crise financière en 2008 grâce à un système bancaire et financier entièrement refondé quelques années plus tôt. Ne faisant pas partie des BRIC mais étant certainement un pays émergent, la Turquie est une petite Chine : à moins de 5 heures d'Istanbul, le pays couvre un potentiel de consommateur d'environ 1,5 milliard de personnes, soit 25% du commerce mondial !

(lire la suite page 9)



Eren Paykal

## Turquie-France : Un nouvel élan ?

**C'est confirmé, le président de la République française M. François Hollande viendra en Turquie en 2014, probablement les 27-28 janvier prochains. La dernière visite présidentielle française avait eu lieu il y a déjà deux décennies, durant le mandat de François Mitterrand en 1992.** Avant même les élections françaises de mai 2012, j'avais écrit dans mon article

ces quelques lignes concernant le nouveau président français : « *Le nouveau président suit de très près tous les développements globaux, en rassurant ses partenaires internationaux. Il prône la paix mais n'a aucune tolérance contre le terrorisme et l'extrémisme. Il combat farouchement le racisme, la xénophobie et l'islamophobie dans son pays.*

(lire la suite page 10)

# Les relations culturelles franco-turques : un potentiel sous-exploité

(Suite de la page 7)

mais aussi tout un univers qui s'intègre dans les romans, le théâtre et l'opéra. L'apogée de l'influence culturelle française se situe du XIX<sup>e</sup> au milieu du XX<sup>e</sup> siècle : le français devient au cours de cette période la langue officielle du ministère des Affaires Étrangères ottoman créé par les Tanzimat, et la politique, la législation ou encore la philosophie et la littérature sont empreintes de culture française. Sous la République d'Atatürk, l'héritage de cette influence est encore bien présent, Atatürk lui-même accordant à la France un intérêt particulier. Il parle la langue de Molière et est un lecteur assidu des philosophes français, notamment de Jean-Jacques Rousseau. Les décennies qui suivent la fondation de la République de Turquie sont encore marquées par des relations culturelles importantes entre les deux pays, mais l'influence culturelle des États-Unis qui, pendant la Guerre Froide, s'étend à un grand nombre de pays, n'épargne pas la Turquie. La culture française dans le pays perd alors peu à peu de son importance. Un des symboles de cette influence est notamment le développement en Turquie d'universités privées basées sur le modèle américain. De plus, bien que la plupart du temps ils parviennent à survivre aux bouleversements politiques fréquents entre les deux pays, les échanges culturels entre la France et la Turquie n'en sont pas moins isolés et s'y intègrent indubitablement. Face à ce constat, où en sont aujourd'hui les relations culturelles franco-turques ?

La présence française en Turquie n'est pas à minimiser : l'Institut français, opérateur du ministère des Affaires étrangères et promoteur de la culture française à l'étranger, organise un grand nombre de manifestations culturelles dans trois grandes villes de Turquie ; le secteur privé de la culture s'intéresse à de grandes figures du monde artistique français et le réseau des écoles françaises, principalement à Istanbul et Ankara, joue un rôle bien particulier dans les relations culturelles que les deux pays peuvent entretenir.

## Une présence culturelle française à la vitalité chancelante

La France n'a donc pas encore disparu en Turquie, malgré une culture anglo-

saxonne et américaine bien présente, que ce soit dans les expositions temporaires des musées ou dans les salles de concerts branchées stambouliotes. L'Institut français de Turquie, avec les moyens que la France lui confère, remplit sa mission principale : promouvoir la culture et la langue françaises dans le pays, le tout dans une logique de coopération culturelle. Expositions, débats, concerts sont organisés, toujours dans l'optique d'attirer avant tout un public turc curieux de la culture française. Mais dans un pays comme la Turquie, qui comporte qui plus est une capitale culturelle telle qu'Istanbul, l'influence de la culture française ne peut se mesurer aux seules actions, si nombreuses qu'elles puissent être, d'un opérateur étatique. Aussi, il est intéressant de regarder comment les institutions culturelles privées, qui pour l'essentiel font la vie culturelle en Turquie, se comportent vis-à-vis de la culture française. Il y a des « valeurs sûres » qui font encore recette, à l'image de l'exposition « Le jardin de Monet » organisée par le Musée Sakıp Sabancı en collaboration avec le Musée Marmottan Monet de Paris, qui s'est déroulée du 9 octobre 2012 au 6 janvier 2013. Pour ce qui est de l'art contemporain, ce même musée avait accueilli en 2011 l'artiste Sophie Calle, dans le cadre de la Biennale d'Istanbul. Les artistes français les plus en vue s'exportent donc bien en Turquie, mais cela n'a rien d'étonnant au vu du caractère international de la ville d'Istanbul. Au-delà de l'espace confiné de l'art contemporain, l'intérêt pour la culture française est-il encore présent ? Oui, nous dit Ahmet Soysal, philosophe turc francophone et respon-

sable du département Livre et Ecrit à l'Institut français d'Istanbul. Et à l'écouter, on pourrait même penser qu'il y a un potentiel à exploiter : « L'intérêt des Turcs pour les romans et les livres français est persistant. Mais cet intérêt dépend de ce qu'on leur présente et il va de soi qu'on ne leur présente pas tout. Il faut avouer que les éditeurs turcs ne se risquent pas beaucoup et jouent sur des valeurs sûres ». Dans les grands événements internationaux tels que le Salon du Livre d'Istanbul, la France est moins bien représentée qu'avant, nous dit le philosophe.

On trouve tout de même un certain nombre d'écrivains français traduits en turcs dans les rayons des grandes librairies : Marc Levy, Jean-Christophe Grangé ou encore Céline ou Proust, pour les classiques, ont leurs places sur les étagères.

Si le livre souffre d'une petite baisse de régime, ce n'est pas le cas du cinéma. En 2012, les films français ont même dépassé le chiffre symbolique du million d'entrées en Turquie. Et si l'on compare ce chiffre par rapport à 2011, il n'en devient que plus significatif : l'augmentation fut de 130%. Mais là encore, les films en salle hors période de festival figurent parmi les « valeurs sûres » du cinéma français, à l'image en 2012 des films *As-térix et Obélix au service de sa Majesté*, qui a comptabilisé près de 130 000 entrées en Turquie, et de *Taken 2* (plus de 115 000 entrées).

## Des écoles comme médiateurs

Il y a un acteur en Turquie, principalement à Istanbul, avec lequel il faut compter lorsqu'on souhaite aborder les relations culturelles franco-turques : c'est le réseau des écoles françaises qui



joue un rôle très important, non seulement parce que ces écoles forment chaque année un nombre non négligeable d'enfants turcs à la langue française, mais aussi parce que nombre d'entre elles organisent des événements culturels français et turcs, sur leur propres fonds le plus souvent. Le lycée français Notre Dame de Sion, par exemple, est très connu pour la place qu'il accorde à la culture. Fervent défenseur de la musique classique et baroque, il fait venir des artistes reconnus internationalement au sein même du lycée, dans sa salle de concert. Depuis 2008, il est également à l'initiative du prix littéraire Notre Dame de Sion qui récompense en alternance chaque année un écrivain turcophone puis un écrivain francophone dont l'ouvrage a été traduit en turc. Trois grandes expositions sont chaque année organisées dans la Galerie du lycée. Le lycée Saint Pulchérie est également un des lycées les plus actifs culturellement, organisant des expositions mais aussi depuis cette année des représentations de théâtre en turc sous-titrées en français.

Ces lycées qui jouissent d'une très bonne réputation continuent chaque année à former des étudiants turcs en langue française et sont donc des exemples réussis d'un ancrage français au sein même d'une éducation turque. Depuis plus de 20 ans l'Université francophone Galatasaray, issue d'une collaboration étroite entre la France et la Turquie, porte à un degré supérieur la formation d'étudiants en langue française. Qui plus est, la longévité du journal francophone *Aujourd'hui la Turquie*, dans un pays où le français fut la première langue vivante enseignée dans les lycées, montre bien que l'intérêt pour la langue française est réel.

Un intérêt certain du public français, des Turcs toujours curieux de la culture et de la langue françaises : les relations culturelles franco-turques ont un potentiel d'avenir. Encore faut-il y mettre les moyens, et surtout avoir la témérité de montrer toute la diversité que revêtent les deux cultures. Ceci redonnerait peut être le dynamisme nécessaire à ces relations vieilles de plusieurs siècles.

\* Amandine Canistro

# Relations diplomatiques depuis 1526

(Suite de la page 7)

Bien sûr, ce n'est pas la France à elle toute seule qui peut déterminer les positions de l'UE mais, comme le souligne Didier Billion : « lors de la présidence de Sarkozy, la position de la France bloquait considérablement le processus de négociation entre les deux pays. Nous ne sommes plus désormais dans cette configuration. Ce qui montre une position d'ouverture et témoigne d'une volonté d'aller de l'avant avec nos partenaires turcs ».

Didier Billion ajoute d'ailleurs à ce propos : « Même si les avancées sont des plus positives, ce n'est pas suffisant. Il reste

encore un certain nombre de chapitres du processus d'adhésion entre la France et la Turquie qui ont été « vétoisés » par Nicolas Sarkozy et dont les véto n'ont toujours pas été enlevés par la France. La levée de ceux-ci pourraient faire gage de véritables signes de la part de la France à la Turquie ».

L'arrivée d'Hollande en Turquie est un « acte fort. Ce n'est pas rien qu'après tant de décennies, un président français fasse un voyage d'État en Turquie » ajoute même Didier Billion. Pourtant, même s'il semble que la France fasse preuve de bonne volonté au sujet des négociations

de l'adhésion de la Turquie à l'UE, une ombre potentielle aux relations franco-turques plane encore.

En effet, François Hollande est, pour des raisons multiples, proche d'une partie de la diaspora arménienne, souvent même la plus radicale. Il a d'ailleurs vivement été critiqué par une partie de ses cercles à l'annonce de sa venue en Turquie. Ce qui le met dans une position délicate face à la Turquie. D'autant plus que la question arménienne représente sans doute le plus grand obstacle entre les deux pays et risque de mettre à mal les relations diplomatiques déjà si fragiles entre Paris et Ankara.

Vous l'aurez compris, les relations diplomatiques entre les deux pays sont des plus complexes. Les efforts de la France pour améliorer les relations diplomatiques avec son partenaire turc sont appréciables mais hélas pas encore suffisants.

Enfin, comme le conclut Didier Billion : « La France doit impérativement se réappropriation la compréhension de l'importance géostratégique de la Turquie pour concrétiser un partenariat stratégique en bonne et due forme et développer ainsi des initiatives communes et efficaces ».

\* Stéphanie Avşar



# La bonne santé des relations économiques franco-turques passe par un dépassement des différends politiques



(Suite de la page 7)

Elle est aujourd'hui la première puissance du Moyen Orient, la septième d'Europe et la quinzième mondiale. La vitalité de l'économie turque s'explique principalement par un marché intérieur de 75 millions de consommateurs potentiels (avec une population d'âge moyen de 29 ans, c'est-à-dire dynamique), une consommation encouragée par le secteur bancaire et, par conséquent, par un pouvoir d'achat augmentant. Ses investissements, soutenus eux aussi, représentent 20% du PIB en 2010 et encouragent la prospérité des firmes. Avec 112 et 177 milliards de dollars, la Turquie est respectivement le quinzième exportateur et le vingt-deuxième importateur mondial. Les échanges extérieurs représentant 48% du PIB, l'économie turque est relativement ouverte et la balance commerciale du pays est déficitaire d'environ 40 milliards de dollars. Enfin, et non des moindres, l'Union Européenne est le premier partenaire commercial de la Turquie.

Les relations franco-turques : un besoin de l'autre réciproque.

L'ambition de la Turquie n'est plus à démontrer : elle désire progressivement parvenir à la reconnaissance mondiale et sa candidature pour les Jeux Olympiques en était un parfait symbole. En plus de sa position géographique qu'elle a toujours su tourner à son avantage, le pays parvient à s'assurer un leadership économique. En 2023, pour le centenaire de la République, l'objectif est de tripler les exportations turques (qui ont déjà été multipliées en 9 ans) pour arriver à une somme de 500 milliards de dollars d'exportation. Cette volonté expansionniste très forte, impossible sans investissements, joue tout à fait en faveur de la France. Le déficit de la balance commerciale et le taux d'épargne, bien qu'élevé (14% du PIB), ne suffisent pas à fournir les sommes nécessaires à la consommation privée et au développement du pays et la Turquie doit faire appel aux Investissements Directs à l'Étranger. Dans le secteur de l'énergie par exemple, 130 milliards d'investissements sont recherchés pour les dix prochaines années. Dans le secteur des transports, ferroviaires mais aussi aériens, ce sont 110 milliards qui sont demandés. Dans le secteur de la construction, sept millions de résidences seront bâties, représentant 450 milliards

d'investissement. Tout est déjà planifié : puisque la Turquie a su tripler ses exportations en 9 ans, elle saura maintenir la même logique d'ici 2023.

Devant une telle opportunité, la croissance de la France pourrait passer par la croissance de la Turquie. En 2012, le commerce extérieur de la France avec la Turquie s'élevait à 12 milliards d'euros d'échange soit une progression de 7% par rapport à l'année précédente. Les secteurs français de l'automobile, de l'aéronautique, des matériels électriques ou des cosmétiques sont très demandés et la balance commerciale de la Turquie était positive de 800 millions d'euros en 2012 (la Turquie reste l'un des rares pays avec qui la balance commerciale française n'est pas négative !). La France est le troisième partenaire européen de la Turquie, derrière l'Italie et l'Allemagne. Elle est tout à fait en mesure de répondre à la demande turque et les entreprises françaises semblent aujourd'hui conscientes de l'opportunité que représente la Turquie. De plus en plus de sociétés investissent, font des acquisitions, achètent des participations dans des entreprises turques et, lentement mais sûrement, les entrepreneurs français, encouragés par la ministre du Commerce Extérieur Nicole Bricq, commencent à réaliser pleinement le potentiel de la Turquie. Le secteur ferroviaire devant considérablement s'améliorer en Turquie dans les dix prochaines années, aussi bien dans le domaine des trains à grande vitesse que dans le domaine des transports urbains, l'expertise de la France en la matière la place en partenaire de choix. Le tourisme médical devenant une nouvelle activité en pleine expansion en Turquie, l'offre de matériel médical par les entreprises de Rhône-Alpes pourrait tout à fait correspondre à la demande turque dans le secteur de la santé. Le monde du luxe se laisse aussi peu à peu découvrir par une nouvelle génération de Turcs plus aisés : alors que les grandes enseignes étaient jusque-là cantonnées à des corners dans les magasins, elles parviennent progressivement à avoir pignon sur rue. Beaucoup de marques de textile françaises, dans un pays « textile » où jusqu'à présent la concurrence était sans pitié, sont en mesure de trouver satisfaction. Pour ne citer que les derniers arrivés sur le marché : Zadig & Voltaire vient d'ouvrir un magasin et les Galeries Lafayette ont signé un accord avec un groupe turc pour s'implanter en 2015. La relation du peuple avec le luxe est en train de changer, non seulement concernant la



La jurisprudence ressemble fort depuis lors au modèle français, basé sur le Droit et un système de Cours. Les entreprises françaises sont de ce fait dans un climat juridique serein, étant déjà familières avec les procédures. De plus, la Turquie ayant entamé de très profondes réformes au début des années 2000 en vue d'une possible négociation avec l'UE, le code du travail et le code du commerce suivent une progression européenne extraordinaire. Sa dernière modification datant de Juillet dernier, le code de commerce turc doit certainement être plus moderne que le français et toutes les adaptations législatives sont menées en faveur des entreprises étrangères. Certains avantages, s'apparentant parfois à des pratiques de paradis fiscaux (voir encadré), sont en mesure de faire pencher la balance du côté turc. Depuis 1996, l'Union Douanière européenne est appliquée en Turquie, stipulant qu'elle répond aux réglementations de l'ATR : un certificat de circulation établi par le service douanier du pays

Turquie mais aussi la région et la réputation de la France n'étant plus à faire dans ce domaine, d'intéressantes parts de marché s'offrent à elle et la Turquie commence enfin à être considérée avec l'attention qu'elle mérite.

## Le marché turc, un marché adapté à la France :

Non seulement la Turquie est un marché particulièrement intéressant parce qu'en plein développement et géographiquement intéressant, mais il est aussi très bien adapté à la France. La Turquie dispose d'un réseau d'écoles francophones relativement développé permettant ainsi d'avoir des relais d'anciens diplômés dans les entreprises aujourd'hui. En réalité, il semble exister un tropisme français chez les Turcs qui n'a pas de réciproque : ces derniers apprécient la technologie française à sa juste valeur et la principale difficulté serait de convaincre les entreprises françaises de venir s'installer en Turquie. **La France réalisant de plus en plus le rôle qu'est en train de jouer la Turquie dans la région et les autorités françaises encourageant les investissements en Turquie, les choses sont progressivement en train de changer.**

Abrogeant le système désuet du système juridique ottoman basé sur la décision d'un juge unique sans cadre juridique bien défini, Atatürk demanda l'application des codes civils et des codes des obligations les plus avancés de l'époque pour construire la nouvelle base juridique de la jeune République turque.

La jurisprudence ressemble fort depuis lors au modèle français, basé sur le Droit et un système de Cours. Les entreprises françaises sont de ce fait dans un climat juridique serein, étant déjà familières avec les procédures. De plus, la Turquie ayant entamé de très profondes réformes au début des années 2000 en vue d'une possible négociation avec l'UE, le code du travail et le code du commerce suivent une progression européenne extraordinaire. Sa dernière modification datant de Juillet dernier, le code de commerce turc doit certainement être plus moderne que le français et toutes les adaptations législatives sont menées en faveur des entreprises étrangères. Certains avantages, s'apparentant parfois à des pratiques de paradis fiscaux (voir encadré), sont en mesure de faire pencher la balance du côté turc.

Depuis 1996, l'Union Douanière européenne est appliquée en Turquie, stipulant qu'elle répond aux réglementations de l'ATR : un certificat de circulation établi par le service douanier du pays

d'exportation et s'adressant au destinataire permet la libre circulation des marchandises. Autrement dit, les entreprises françaises travaillent avec la Turquie comme elles pourraient travailler avec d'autres pays de l'UE.

Les relations économiques entre la France et la Turquie vont certainement s'intensifier dans les temps à venir. **La Turquie n'est plus seulement un pays exotique en voie de développement, elle est progressivement devenue un pays industriel jouant de son poids économique et politique sur la scène internationale.** Après tout, la Turquie est le seul pays du G20 dont la note donnée par les agences de notation a été augmentée, passant de BB à BB+ pour Standard & Poors. Goldman Sachs prévoit quant à elle une entrée de la Turquie dans le top 10 mondial d'ici 2050, annonçant ainsi un retour de la Turquie vers la plaque tournante essentielle qu'elle a été.

Si la France veut prendre part au jeu et miser toutes les cartes qu'elle a en main, elle doit avant tout être en mesure d'analyser et de connaître le caractère de son partenaire. Peut-être ne devrait-elle se focaliser que sur les avantages économiques qu'elle aurait à gagner en renforçant les liens qu'elle dispose déjà avec la Turquie. Peut-être les aspects diplomatiques et politiques sont-ils, en ces temps de crise particulièrement durs pour les entreprises françaises, à mettre de côté pour qu'ensemble la Turquie et la France tirent leur épingle du jeu. **Si la France parvient à construire les quatre réacteurs entrant dans la composition de la centrale nucléaire, 1500 emplois sur place et 4500 en France seront créés, sur une période d'environ 10 ans. Le jeu n'en vaudrait-il pas la chandelle ?**

## La Turquie, un avantage certain pour les entreprises

En Turquie, créer une Société Anonyme ne requiert qu'un seul individu et un capital minimum de 25 000€, contrairement à la France qui exige sept personnes et 37 000€. Après deux ans de développement de la société, il est possible de revendre ses parts sans payer aucun impôt sur la plus-value des actions. Rappelons qu'en France, la plus-value de cession est imposée à un taux forfaitaire de 27% si le seuil de cession de 15 000€ est dépassé. Désirant attirer les entreprises étrangères, cet argument financier fait définitivement pencher la balance en faveur de la Turquie.

\* Louise Pierre

# La France : source d'inspiration et d'irritation pour la République turque

*L'histoire des idées et la vie politique françaises ont constitué, pour la République turque, des sources d'inspiration mais aussi d'irritation. Parmi elles, nous en retiendrons trois, qui témoignent de la diversité des échanges et des fractures d'ordre idéologique entre les deux nations.*

## Le kémalisme, l'occidentalisation et la Révolution française

C'est « par le haut » et de manière autoritaire que, sous la présidence d'Atatürk, la plus radicale occidentalisation de l'histoire de la société turque s'opéra. Ce processus puisa abondamment dans les idées politiques générées par la Révolution française.

Dans l'esprit de Mustafa Kemal, l'adoption par la Turquie des idéologies politiques, de l'organisation sociale voire de certains éléments culturels propres aux pays d'Europe de l'ouest devait garantir à celle-là son indépendance et sa force. L'empire ottoman, jusqu'à son effondrement au lendemain de la Première Guerre mondiale, avait tenté – en vain – de moderniser son économie et ses technologies sans passer par une occidentalisation culturelle et politique.

Lors de l'avènement de la République turque, l'idéologie officielle sur laquelle se fonde la nouvelle Turquie se nourrit tout particulièrement des principes philosophiques issus de la Révolution française, l'universalisme en moins. Selon l'universitaire Hâmit Batu, Atatürk s'est « inspiré, dans sa lutte politique et les réformes qu'il a réalisées, des conceptions nées de la Révolution française, reprises et approfondies par les penseurs politiques du XIX<sup>ème</sup> siècle. »

Les sources d'inspiration du nouveau régime ne sont toutefois pas que françaises, loin s'en faut : le Code civil adopté au lieu de la charia est inspiré de la Suisse, le Code commercial de l'Allemagne et le Code pénal de l'Italie. Par ailleurs, la Révolution kémaliste impose toute une batterie de mesures visant à occidentaliser la société : abolition des tribunaux de cadis, des ordres religieux, de l'enseignement traditionnel des madrasas... Mustafa Kemal a même, sur certains sujets, porté les idées progressistes plus loin que

dans de nombreux pays occidentaux : le droit des femmes est ainsi reconnu dès 1930. La laïcité, quant à elle, a été comprise par la République turque en des termes plus stricts encore qu'en France : dans l'Hexagone, le voile islamique n'a – encore – jamais été prohibé dans les universités publiques.

## La République turque et le gaullisme

« De toutes les gloires, Atatürk a atteint la plus grande, celle du renouveau national », a laissé comme témoignage le général de Gaulle au mausolée du fondateur de la Turquie moderne. Sans doute le président de la République percevait-il une parenté entre la mission accomplie par le défunt chef d'État turc et celle qu'il se fixait lui-même : Atatürk, le « père des Turcs », est le héros militaire qui a sauvé la Turquie du dépeçage, modernisé en profondeur les structures économiques, administratives et sociales du pays et ravivé le prestige de son peuple sur la scène internationale.

Qu'en est-il de l'influence de de Gaulle en Turquie ? En France, l'héritage idéologique que constitue le gaullisme renvoie à des principes de politique intérieure (dépassement des clivages partisans droite/gauche, présidentialisme, souveraineté du peuple, « troisième voie » entre le capitalisme et le socialisme) mais, surtout, à une doctrine de politique étrangère : souveraineté de la nation, défense des intérêts nationaux et anti-impérialismes de toutes sortes.

Durant la Guerre Froide, il est difficile de relever quelque influence du gaullisme sur la politique étrangère turque. Alors que de Gaulle, de 1958 à 1969, s'efforçait de maintenir la France dans un état

d'indépendance à l'égard des deux blocs, la Turquie se range sans ambiguïté sous l'aile de la puissance américaine. Les visées du voisin soviétique sur le détroit du Bosphore ne lui laissent guère le choix. Pour autant, de Gaulle est admiré parmi la population turque comme un des rares chefs d'État occidentaux qui n'est pas « à la botte des Américains », qui – au moins dans le verbe – affirme la pleine indépendance de sa nation.

## La question arménienne, source de tensions diplomatiques

La vie politique française a pu, enfin, provoquer l'indignation ou la colère des dirigeants turcs ; c'est le cas tout particulièrement des projets de loi sur la question arménienne. Le différend politique entre la France et la Turquie à ce sujet n'est pas récent : les premières tensions entre les deux pays remontent à 1972, lorsqu'est érigé à Marseille, à la demande de la communauté arménienne locale, un monument funéraire dont l'inscription accuse la Turquie au sujet d'événements s'étant produits en Anatolie en 1915 – soit du temps de l'Empire ottoman et durant la Première Guerre mondiale. La République turque, suite à l'érection de ce monument, ira jusqu'à demander à son ambassadeur de rentrer à Ankara.

Trois décennies plus tard, en janvier 2001, le Parlement français vote une loi de reconnaissance officielle du « génocide de 1915 ». Ce n'est sans doute pas un hasard si le débat qui a mené au vote de cette loi a émergé à deux mois des élections municipales : le texte de cette loi a été porté par des sénateurs, de gauche comme de



droite, qui avaient en commun d'être élus dans des municipalités concentrant des descendants d'Arméniens. De nouveau, en octobre 2006 – soit à quelques mois de l'élection présidentielle –, est votée par l'Assemblée nationale une proposition de loi « tendant à réprimer la contestation de l'existence du génocide arménien ». Cette proposition se verra frappée, en mai 2011, d'une exception d'irrecevabilité par la commission des lois du Sénat. Le motif principal avancé était qu'une telle loi pouvait envenimer les relations franco-turques – ce à quoi parviendra quelques mois plus tard le président Sarkozy. Le 6 octobre, ce dernier déclare en effet à Erevan, capitale de l'Arménie, que la Turquie devrait « revisiter son histoire » et affirme que « le génocide des Arméniens est une vérité historique ». Le 18 octobre, une proposition de loi est déposée à l'Assemblée nationale, visant à pénaliser la négation « des crimes de génocide, crimes contre l'humanité et crimes de guerre (...) qui auront fait l'objet d'une reconnaissance par la loi » française. Adoptée par les deux chambres du Parlement, cette proposition de loi sera finalement invalidée par le Conseil constitutionnel, en février 2012. Le vice-Premier ministre turc, Bülent Arınç, avait alors déclaré sur son compte Twitter que la décision du Conseil constitutionnel « a évité une probable grave crise entre la France et la Turquie ».

Le corps politique français a donc, à plusieurs reprises, provoqué ou risqué de provoquer des tensions diplomatiques entre la France et la Turquie pour des raisons électorales. Pour autant, la question arménienne ne doit pas occulter les autres sources de mésententes politiques entre les deux Républiques, telles que la division de Chypre ou le processus d'intégration de la Turquie dans l'UE.

\* Thomas Eustache

## Turquie-France : Un nouvel élan ?

(Suite de la page 7)

Il n'a pas de préjugés dans les relations internationales. Il est ouvert à toutes les cultures et essaie de créer un espace d'entente dans le pays, entre diverses cultures et religions, en les considérant comme des richesses complémentaires ». En fait, je pensais à M. François Hollande, chez qui je sentais fermement une telle approche. Je voulais surtout exposer tout le contraire du président sortant qui n'avait pas brillé avec sa gestion internationale et qui n'avait que trop heurté bien des sensibilités culturelles et communautaires dans la société française.

Dès lors, un optimisme s'était établi parmi les partenaires historiques de la France malmenés par Sarkozy, à commencer par la Turquie. Bien sûr le contexte économique et financier de la France exigeait une

priorité dans ce sens mais des points positifs s'étaient néanmoins profilés, comme le changement, quoique timide, de la politique européenne de la France vis-à-vis de la Turquie ou l'augmentation des rencontres officielles de haut niveau entre les deux pays. Cette visite offre donc la plus grande possibilité de redorer cet optimisme et de relancer d'une façon concrète un partenariat renforcé dans tous les domaines entre les deux pays.

Concernant les relations politiques bilatérales, M. Hollande aura sans doute besoin avant tout de surmonter les préjugés existant dans son pays et de faire preuve de plus de compréhension et de pragmatisme. Il devra éviter les clichés et les thèmes chers à la politique intérieure ou à l'électorat français et montrer le courage d'envisager et de mieux faire connaître

une nouvelle vision de la Turquie, à savoir un partenaire solide et fiable, digne de faire partie de l'UE avec laquelle une coopération accrue ne pourra donner que des résultats spectaculaires non seulement pour les deux pays mais aussi sur la scène internationale.

En effet, la situation mondiale actuelle offre une grande possibilité de collaboration pour les deux pays. Ils ont des points de vue similaires en Syrie par exemple, ils pourraient de même coordonner leurs efforts et compétences dans les pays en difficulté de l'Afrique comme la Somalie, le Mali, la République centrafricaine entre autres.

Et enfin, Primus inter pares, cette visite devrait diversifier et approfondir la coopération économique entre les deux pays qui ont besoin l'un de l'autre pour leurs dé-

veloppements respectifs et pour la croissance de leurs présences sur les marchés tiers. N'oublions pas que la Turquie n'est seulement que le 13<sup>e</sup> client de la France et son 15<sup>e</sup> fournisseur. Bien que le climat soit très peu favorable à un essor économique, ces places sont très insuffisantes pour les deux pays.

Le Président français va se pencher je l'espère aux sources des relations turco-françaises, en commençant avec son illustre homonyme François Ier, qui ouvrit les cadenas de la Sublime Porte à la France, en permettant des siècles de bonne entente, de complémentarité et de solidarité. Un geste symbolique et marquant de sa part pourrait éventuellement démontrer cette volonté.

Avec cette visite prometteuse, je vous souhaite une excellente année 2014, qu'elle soit riche en événements renversants.

# François Hollande en Turquie : une visite historique et attendue

(Suite de la page 1)

Jérôme Bastion, journaliste et correspondant de RFI à Istanbul, estime qu'il « ne faut pas attendre grand chose de cette visite » car il s'agit avant tout selon lui d'une reprise de contact et de réparation des dommages passés. Pour lui, cette visite est destinée à « rattraper le temps perdu entre les deux pays et à jeter les bases pour aller plus loin ».

Quant à Niyazi Ökmen qui enseigne la philosophie à l'université Doğuş, il préfère réserver son jugement car « la Turquie traverse une très grande crise pour le moment [en référence à la vague d'arrestations procédées par la police turque dans le cadre d'une affaire de corruption présumée impliquant plusieurs personnalités importantes du pays et proches du gouvernement au pouvoir, ndlr]. Je ne sais pas si la Turquie est dans une position propice pour activer les relations franco-turques. Il est beaucoup trop tôt pour se prononcer ».

Bien sûr, il est légitime de s'interroger sur l'influence potentielle de cette rencontre dans le chapitre du processus d'adhésion de la Turquie à l'Union Européenne. Rappelons que sous la présidence de Sarkozy, les relations franco-turques étaient loin

d'être au beau fixe, notamment à cause du blocage français de cinq chapitres relatifs à l'adhésion de la Turquie à l'Union Européenne.

Ali Sirmen, journaliste au quotidien *Cumhuriyet*, ne pense pas que cette visite puisse débloquer ce problème car « la Turquie ne va pas dans le sens de l'Europe en ce moment ». Sa collègue, Mine Kirikkanat est d'un autre avis : « François Hollande est un homme d'État très intelligent et très avisé. Lorsqu'il verra la réalité du terrain et combien la position géographique de la Turquie est importante, il pourra se rendre compte de ce qu'il se passe ici. Je suis sûre que le président Hollande vient pour résoudre les problèmes qui existent entre la France et la Turquie, surtout depuis l'époque Sarkozy. » Elle précise tout de même que si l'on peut compter sûre le président français, ce n'est peut être pas le cas pour son homologue turc.

Cette visite est donc bien vue de manière générale comme une opportunité pour la France et la Turquie de marquer un nouveau départ. Toutefois, rien ne garantit que ses retombées combleront les attentes de la Turquie.

\* Stéphanie Avşar



Daniel Latif

## Meilleurs vœux

"Atchoum !"  
 - à tes souhaits.  
 "Atchaaa"  
 - à tes amours !  
 - que les tiennes durent toujours...  
 Que de bons vœux, de souhaits ! Et ces derniers sont répétés et entendus à longueur de journée - y compris en soirée lorsque l'on aperçoit une étoile filante. Or, à chaque fin d'année c'est le même refrain, on a le droit à un festival de belles paroles, discours pompeux et vaniteux, notamment en provenance de la classe politique.  
 Les vœux foisonnent et on les emploie à toutes les sauces. Avant de vous souhaiter tout le bonheur du monde, arrêtons-nous un moment sur le terme « vœux ». L'année 2013 a-t-elle été conforme à tous les vœux que nous avons reçus ? D'aucuns vous souhaiteront leurs vœux les plus sincères ; cela sous-entendrait-il que d'autres seraient plus ou moins malhonnêtes ? Mais qu'est-ce qu'un vœu sincère ? Au-delà de simplement l'écrire, encore faut-il le penser réellement. « Bonne année, bonne santé, meilleurs vœux », oubliez ce genre de sms impersonnel que vous envoyez machinalement à tout votre répertoire. Ceci n'aura rien de bénéfique et risque de rendre votre interlocuteur quelque peu nerveux de recevoir pour la centième fois le même message. Puisque la tradition l'oblige, plions-nous à cet exercice dans les règles de



l'art. Prenez une carte, votre belle plume et écrivez, à la main ! Choisissez soigneusement un timbre avec une thématique originale. Écrivez à tous ceux que vous aimez - préférez un aveu sur javoue.com s'il s'agit d'une déclaration ou d'un vœu secret.

« Qu'est-ce qu'on peut vous souhaiter ? » L'inspiration vous manque, pas de quoi s'arracher les cheveux, vous avez tout le mois de janvier pour imaginer en quoi cette année ne peut qu'être meilleure. Et si vraiment vous voulez éviter de tomber dans le désaveu, vous trouverez foison d'exemples de formules bien verveuses sur internet.

Amour, santé, réussite, bonheur, prospérité, vertu, etc. Il est certes louable de tout vouloir, mais attention à ne pas trop en demander, on ne peut pas avoir le beurre et l'argent du beurre. Cependant, gardez à l'esprit que quand on veut, on peut ! Bonne année !

DÉFENDEZ  
 LA LIBERTÉ  
 DE L'INFO

Offrez l'album  
 de Reporters sans frontières  
 9,90€ - Sortie le 5 décembre



VOTRE PARTENAIRE EN TURQUIE POUR

INCOMING - INCENTIVE - SHIPPING & YACHTING  
 HOTEL MANAGEMENT



Club Miskebi, Önderhan Beach Club, Maxima Paradise Resort,  
 Club Maxima Bay sont gérés par Turkuaz Tur Turizm S.A.

www.turquoisetours.com

## Başka Sinema, le cinéma d'auteur comme maître mot

Başka Sinema est un nouveau venu dans le paysage culturel stambouliote et fait déjà beaucoup parler de lui. Développé par la boîte de distribution M3 Film en collaboration avec la Fondation Kariyo Ababay, ce projet a pour objectif principal de promouvoir le cinéma d'auteur turc et international, en permettant à des films projetés pratiquement exclusivement dans les festivals en Turquie d'avoir leur place pendant près d'un mois dans les salles de cinéma partenaires. Le slogan est simple et marquant : « Bize her gün festival », c'est-à-dire « Pour nous chaque jour c'est festival ».

### Le cinéma d'auteur à l'honneur

« Les festivals en Turquie créent un public pour le cinéma indépendant » nous explique İmre Tezel, la directrice de Başka Sinema, « et l'objectif de Başka Sinema est d'entretenir cet intérêt ». Mais Başka Sinema a aussi pour ambition de sensibiliser davantage de spectateurs au cinéma d'auteur : « Nous voulons créer un nouveau public et attirer différentes sortes de spectateurs en projetant parallèlement aux films programmés des courts métrages ou des documentaires. C'est l'objectif des séances spéciales le mercredi appelées « Başka Çarşamba ». Nous pensons qu'en projetant cinq ou six nouveaux films indépendants par mois avec ce genre de programme mixte une fois par semaine, nous attirerons plus de gens et peut-être introduirons le cinéma indépendant à ceux qui n'y sont pas encore sensibilisés ». Başka Sinema arrive à un moment opportun puisque le cinéma d'auteur en Turquie connaît un véritable épanouissement, comme le souligne İmre Tezel : « Nous pouvons dire que ces quinze dernières années le cinéma d'auteur est l'aspect le plus glorieux de l'industrie du cinéma turc. Des réalisateurs tels que Dervis Zaim, Yesim Ustaoglu, Nuri Bilge Ceylan, Zeki Demirkubuz, Reha Erdem, Semih Kaplanoglu ont gagné de nombreux prix internationaux. Quant au cinéma d'auteur étranger, nous savons qu'il y a un public pour les réalisateurs tels que Michael Haneke, Lars Von Trier, Pedro Almodovar ou François Ozon. En regardant ce qu'il se passe dans les festivals de films internationaux en Turquie, nous pouvons affirmer que les spectateurs turcs souhaitent et apprécient le fait de découvrir de nouveaux auteurs ».



### La distribution : le point noir de l'industrie du film en Turquie

Une autre carence à laquelle tente de pallier Başka Sinema est celle de la distribution des films indépendants en Turquie, ces derniers manquant cruellement d'espaces dans les salles de cinéma. « Il existe bien un public pour le cinéma indépendant en Turquie » réitère İmre Tezel. « Le plus gros problème est qu'il n'y a pas assez de salles de cinéma qui programment ce genre de film. Başka Sinema tente de créer davantage de salles pour les films indépendants et souhaite également faire vivre au public une nouvelle expérience cinématographique à travers laquelle ils peuvent aller dans ces salles et voir successivement trois films différents, de différentes parties du monde. Nous voulons transformer l'expérience du cinéophile en un événement, faire sentir au public la nécessité d'aller voir ces films dans des salles de cinéma ». Pour composer sa programmation mensuelle, le comité de Başka Sinema visionne des films soigneusement choisis parmi les programmations des festivals nationaux et internationaux. Et qui dit films de festival dit également, pour les films turcs, sous-titrages en anglais, une aubaine pour les étrangers non turcophones passionnés de cinéma et qui devaient eux aussi attendre les périodes de festival pour découvrir les films de leur pays d'accueil.

### Un succès stimulant

Après un peu plus d'un mois d'existence, les premiers retours sont très encourageants : « La moyenne d'occupation des salles de Başka Sinema est plus importante que le chiffre moyen d'occupation des salles de cinéma en Turquie. De plus, nos réseaux sociaux (twitter, facebook, instagram...) attirent beaucoup l'attention. Les cinéphiles se plaignent généralement que les films qu'ils aiment ou qu'ils attendent ne sont sur les écrans qu'une semaine et seulement dans quelques salles. Başka Sinema donne l'opportunité au spectateur de choisir à partir d'un calendrier mensuel. Nous projetons pas moins de six ou sept films par mois ». L'expérience a commencé à Istanbul et Ankara et s'est déjà élargie, depuis début décembre, aux villes de Bursa et Eskişehir. Mais cela ne s'arrête pas là, et İmre Tezel nous confie : « Nous prévoyons d'être dans huit ou dix villes d'ici les six prochains mois ».

\* Amandine Canistro

## Les forêts envoûtantes d'Asli Akyuz, jeune peintre stambouliote

Asli Akyuz, peintre turque de 28 ans, dévoilait ses tableaux de paysages sylvestres lors d'un vernissage à Kuzguncuk. La jeune artiste a commenté pour Aujourd'hui la Turquie ses œuvres, nous aidant à comprendre sa démarche artistique.



C'est entre les branches de forêts luxuriantes que nous évoluons, à Kuzguncuk. La jeune artiste Alsi Akyuz exposait dans le cadre d'un vernissage ses tableaux de paysages, dans la galerie Harmony de la rue Icadiye. Il s'agissait surtout de peintures à l'huile représentant des environnements forestiers, bien que quelques décors urbains fussent également présents parmi les œuvres exposées. Pourquoi tant de forêts ? « La forêt, la variété de choses vivantes qu'elle élève et héberge, les diverses caractéristiques de ses créatures et la relation de chacune d'entre elles avec chaque autre, tout cela me fascine depuis que je suis enfant », nous confie Alsi Akyuz. Pour la peintre, ce lieu est un endroit magique, sanctuaire où l'on peut communiquer avec soi, où les sensations sont démultipliées : « Dans une forêt, le passé et le futur se côtoient, tout comme les êtres humains. Dans une forêt, on peut ressentir les profondeurs de la solitude d'une personne, ou se sentir au cœur de la vie elle-même ». Ainsi, « l'harmonie interne de la forêt, la lumière qui brille brièvement puis s'éteint » parmi les ramures des arbres sont autant de sources d'inspiration pour ses peintures. Cette exposition est l'aboutissement d'un travail acharné. Alsi Akyuz nous dit pein-

dre entre 7 et 10 heures par jour. Diplômée du département de peinture de l'université de Beaux-Arts de Mimar-Sinan à Istanbul, elle a également étudié à l'Accademia di Belle Arti de Rome et a effectué un master en art de l'impression à l'Université Anadolu (Eskişehir). « Durant mes premières années en tant qu'étudiante, j'ai étudié la peinture dans le style classique de l'université » de Mimar-Sinan, « puis mes peintures ont adopté un style plus moderne et impressionniste ». Aujourd'hui, sa palette de techniques d'expression est variée : « J'étudie actuellement pour un master dans le Département d'Impression de mon université, j'ai donc acquis des techniques telles que la lithographie, la linogravure, la gravure, l'aquarelle et la pointe sèche ».

La plupart des œuvres que nous avons pu voir lors du vernissage étaient des peintures à l'huile ou à l'acrylique. Quelques sérigraphies et gravures étaient également présentées. Si le thème général était la nature, les toiles n'étaient pas imperméables à tout sentiment. Dans un certain nombre de tableaux, un personnage féminin, jeune, habillé sobrement d'une robe monochrome, rêve ou marche parmi la végétation immense du bois. L'immersion d'un être humain dans une nature vaste et sauvage génère, selon les toiles, des sensations de solitude, d'angoisse ou de quiétude. Pour leur auteur, il est surtout question dans ces tableaux « d'une quête pour se trouver soi-même. Je crois que l'on ne peut pas mieux se trouver et découvrir qui l'on est réellement que dans la nature ».

Les œuvres, aux dimensions souvent importantes, sont d'une grande précision et attestent d'un travail long et soigné. Toutefois, l'effort et le talent suffisent-ils à une jeune artiste pour vivre de son art en Turquie ? « Je pense qu'être un jeune peintre est difficile partout, à Istanbul comme ailleurs », affirme Alsi Akyuz. « Il y a tellement de jeunes artistes talentueux qu'il n'est pas aisé de se distinguer parmi eux ». Difficile pourtant, face à la force qui se dégage de ces tableaux de nature, de ne pas être optimiste pour la jeune Stambouliote.

\* Thomas Eustache

Restaurant et Hôtel, en plein cœur de la vieille ville d'Istanbul.

www.armadahotel.com.tr  
0212 455 4 455

PREMIUM LIFE

Designed by DİCE KAYEK

Hafif içimiyle yepyeni bir keyif...

# Les retrouvailles des anciens élèves du lycée Galatasaray



Samedi 30 novembre 2013, les anciens diplômés du lycée de Galatasaray, réunis sur les bancs de l'école dans les années 1970, se sont retrouvés le temps d'un dîner. La rencontre a eu lieu à Beyoglu non loin du Palais de France dans un cadre exceptionnel au restaurant Çatı, connu notamment pour sa vue splendide sur Istanbul.

Cette soirée spéciale a été organisée par le professeur en médecine et chargé de cours de l'Université d'Uludag à Bursa, M. Tufan Kaleli.

Parmi les 120 anciens de Galatasaray présents à la soirée on pouvait remarquer : la directrice du lycée Galatasaray Mme Meral Mercan et l'ancien directeur M. Gun Kut, le député d'Eskişehir Prof. Süheyl Batum, la députée de Bursa Mme Sena Kaleli, les présidents de l'association des anciens de Galatasaray et de Bursa Messieurs Polat Bengiserp, et Yavuz Bora



Özer et Serhat Çelikyılmaz, sans oublier les dirigeants du club de football de Galatasaray Ali Dürüst et Celal Gürcan, le vice-président de l'université d'Istanbul Prof. Şafak Sahir Karamemetoğlu et légendaire professeur de français du lycée M. Georges Doumergue, l'écrivain Bülent Demirdurak mais aussi Hatice et Taner Günay et, enfin, le directeur de la publication du journal Aujourd'hui la Turquie Hüseyin Latif ainsi que sa rédactrice en chef Mireille Sadège.

Dans son discours de bienvenue, le Prof. Tufan Kaleli a d'abord remercié tous les invités pour leur présence et a poursuivi : « Je suis heureux de retrouver ce soir, mes amis : les anciens du lycée Galatasaray appartenant à la même promotion et ayant partagé les mêmes rangs. Dans la vie il y a des moments dont il est difficile d'expliquer l'importance. Je suis persuadé que nous ressentons les mêmes joies et bonheurs de nous retrouver bien des années après nos études. Plus de 35 ans après la fin de nos études du lycée nous voilà réunis avec autant d'attachement à notre appartenance à la communauté de Galatasaray. »

Il poursuit : « Auparavant, nous nous sommes déjà réunis à deux reprises à Bursa seulement ce soir la participation est particulièrement importante ce qui est certainement dû au fait que nous soyons à proximité de notre école et du quartier de Beyoglu, un lieu chargé de souvenirs pour nous tous. Aussi je tiens à remercier du fond du cœur tous ceux qui ont fait le déplacement que ce soit de l'étranger ou bien des quatre coins de Turquie. »

Le discours a été suivi de chansons en souvenir de celles que les anciens élèves du lycée fredonnaient lors de leur scolarité. La soirée nostalgique s'est prolongée tard dans la nuit dans une ambiance joyeuse et amicale.

## Brunch d'anniversaire et d'adieu de Claudia Hahn- Raabe



31 décembre 2013 la directrice de l'Institut Goethe d'Istanbul Mme Claudia Hahn-Raabe est arrivée à terme de sa mission en Turquie. Dimanche 15 décembre, ses collaborateurs avaient organisé un brunch d'anniversaire et d'adieu au Café Litéra, situé au dernier étage de l'immeuble de l'Institut Goethe en plein cœur d'Istanbul dans le quartier de Beyoglu. Sous un soleil radieux, la communauté germanophone d'Istanbul, les artistes, les écrivains mais aussi des universitaires turcs et allemands étaient venus très nombreux pour souhaiter un bon anniversaire et une bonne continuation à cette femme très active et déterminée pour faire avancer les liens culturels entre la Turquie et son pays. Très émue par cette surprise, Claudia Hahn- Raabe a improvisé un discours de remerciement dans lequel elle a parlé de son arrivée en Turquie il y a huit ans : « j'arrivais des Etats-Unis et je ne connaissais rien de la Turquie, c'était le début des négociations d'adhésion de ce pays dans l'UE et j'étais convaincue qu'il fallait mieux faire connaître la Turquie en Allemagne, c'est ce que j'ai essayé de faire grâce aux organisations culturelles ». En remerciant son équipe et ses partenaires elle a aussiprésenté son remplaçant M. Christian Lüffe.

## Agenda culturel de janvier



### Lycée français Notre Dame de Sion

#### Théâtre :

Mardi 14 janvier, 19h30 : L'odyssée ou la folle conférence du Professeur Larimbart, par la compagnie Grand Théâtre. Théâtre jeune public

### Borusan Kültür Sanat

#### Borusan Istanbul Filarmonik Orkestra

Jeudi 9 janvier, 20h, à Lütfi Kırdar UKSS : Yeni Yıl Konseri  
Jeudi 16 janvier, 20h, à Lütfi Kırdar UKSS : Sascha Goetzl (chef) et Murray Perahia (piano)



### İş Sanat

Mercredi 8 janvier, 20h : Academy of St Martin in the fields avec le violoniste Joshua Bell



Mercredi 29 janvier, 20h : Orchestre symphonique de Bâle avec le chef Giovanni Antonini et la violoncelliste Sol Gabetta

## TAV Aéroports reçoit la norme ISO pour plusieurs de ses services

Procurant ses services en accords avec les standards internationaux, les services de TAV Aéroport viennent de recevoir la norme ISO 9001-2008 pour la « Gestion de la Qualité »



et la norme ISO 10002-2004 pour la « Gestion de la satisfaction de la clientèle » en Géorgie, Tunisie et Macédoine, pays dans lesquels TAV Aéroports offre également ses services.



## YENİNESİL 2000 OKULLARI

Anaokulu | İlkokul | Ortaokul

Sainte Pulchérie Mezunları  
Öğretim Eğitim ve Sağlık Vakfı



## 2014 Commencez l'année en Français !

École Francophone Yeni Nesil 2000  
Cengiz Topel Cad. Tuğcular Sok. No: 27  
Etiler / Beşiktaş / İSTANBUL  
T: 0212 263 78 46 F: 0212 263 78 48

www.yeninesil.k12.tr



# Un petit tour au Musée Koç



*Symbole de l'industrialisation de l'Empire Ottoman, le musée Rahmi M. Koç est consacré à l'histoire des transports, de l'industrie et des communications. Ce lieu chargé d'histoire est certainement l'un des plus beaux et des plus incontournables musées d'Istanbul.*

Cet édifice des plus impressionnants est situé sur la rive nord de la Corne d'Or. Monument historique de 2ème classe, il est scindé en trois parties qui s'étalent sur une surface de près de 2700 km<sup>2</sup>. Cette bâtisse se trouve probablement sur des ruines byzantines datant du 12ème siècle. À l'origine, elle était dédiée à la fabrication de chaînes et d'ancre de bateaux sous le règne du Sultan Ahmet III. C'est en 1991 que cette imposante construction est rachetée par la Fondation des Musées et de la Culture de Rahmi Koç. Après deux années de restauration, le Musée ouvre enfin ses portes au grand public.



Fermons à présent cette page d'histoire pour nous intéresser au cœur même du Musée.

Véritable salle aux trésors, le musée regorge de pièces exceptionnelles piochées pour la plupart dans les collections propres de Rahmi M. Koç, fils de Vehbi Koç (fondateur du Groupe Koç Holding; l'une des entreprises les plus influentes et les plus respectées en Turquie). Cette impressionnante sélection est complétée par des pièces empruntées ou offertes par diverses associations et particuliers. Machines originales ou fidèles répliques, d'hier ou d'aujourd'hui ainsi que de nombreux objets scientifiques trônent en pièces maîtresses dans ce sanctuaire de la mécanique.



Parmi elles, on retrouve les légendaires Lincoln, Cadillac, Rolls-Royce, Bentley, Harley Davidson pour ne citer que les plus connues. De quoi faire tourner la tête aux férus de belles cylindrées. Sans oublier le parfum subtil de vernis flottant dans l'air et la décoration des lieux qui confèrent au musée une ambiance particulière; un brin nostalgique... Quelques secondes suffisent pour vous laisser imprégner par cet univers quelque peu enchanteur. Vous replongerez à coup sûr en enfance. Machines et turbines à vapeur vous ac-



cueillent au premier étage. La vitrine où sont exposés les locomotives et les wagons vous offrira un exposé détaillé sur les différentes phases du développement de la locomotive pour un petit cours d'histoire à toute vitesse.

Une nouvelle venue vient d'ailleurs de rejoindre les rangs de cette collection déjà bien fournie: un charmant tracteur à vapeur de 100 ans. Il s'agit d'un cadeau offert pour fêter les 40 ans de présidence de Rahmi Koç au conseil d'administration de Koç Holding. Cette nouvelle pièce aux couleurs vives vaut le détour et n'est pas sans rappeler les jouets d'antan.



La section dédiée aux appareils de communication jouit elle aussi d'un large éventail de pièces en tout genre: télégraphes, premiers modèles de téléphones, réplique phonographiques d'Edison, radio en bois, phonographes du 19ème siècle et lecteurs de disques vous plongeront dans notre passé récent.

Accrochés sur les murs qui longent les escaliers donnant sur le bâtiment adjacent de la Maison de l'Ancre, des modèles de bateaux datant du 20ème siècle ne demandent qu'à être admirés.

Quant au domaine réservé à l'aviation, il regorge de pièces remarquables: bombardiers de fabrication anglaise, allemande, française ou italienne datant de la fin du 19ème et du début du 20ème siècle.

Ce vaste musée comporte encore bien d'autres sections comme la collection d'Atatürk, les devises scientifiques, le planétarium et même un sous-marin.

Une ballade dans ce labyrinthe est un réel plaisir et offre à chaque détour son lot de surprises. Seul regret tout de même: le manque de sympathie de certaines hôtesse à l'entrée...

\* Stéphanie Avşar

## Le café turc inscrit à la liste du patrimoine culturel immatériel de l'UNESCO

Le 5 décembre 2013, la Turquie a connu un jour important pour l'histoire de... son café. Reconnu comme patrimoine culturel immatériel, le breuvage a été inscrit sur la liste tant convoitée de l'UNESCO.



Boire un café en Turquie est loin d'être une simple habitude et s'apparente plutôt à un rituel. Dans la très grande majorité des restaurants et cafés, le café turc figure sur le menu, et parfois même au dépend du fameux expresso. Prisé par un grand nombre de Turcs mais aussi de touristes, il est préparé selon une technique particulière qui consiste à placer sur une source chaude (le plus souvent du feu mais on peut également voir, dans certains restaurants, une préparation faite sur du sable chaud) un *cezve* (nom de la casserole à café turque) remplie d'eau et de café turc très finement moulu. Selon vos goûts, vous pouvez le demander *sade* (sans sucre), *orta* (légèrement sucré) ou *şekerli* (sucré). Suivant les pratiques, la cuisson se fait en deux ou trois fois avant de verser équitablement le café dans des tasses en porcelaine. Il faut laisser le café « mousser » et c'est bien à sa mousse que l'on reconnaît un bon café turc. Il est ensuite servi accompagné d'un verre d'eau et d'un ou plusieurs *loukoum* (sucrerie turque).

Le café turc porte en lui une saveur bien particulière, indissociable de tout le cérémonial qui l'entoure. Ancré dans le mode de vie turc, il est bien plus qu'une simple boisson. En terrasse, il s'invite à toutes sortes de discussions, en famille, il est l'un des symboles de l'hospitalité turque. Le marc, qui reste au fond de la tasse, peut être utilisé par les connaisseurs ou les amateurs pour lire l'avenir du buveur. Quelques jours en Turquie et vous le comprenez : pour les Turcs, leur café a toujours fait partie de leurs traditions les plus précieuses. L'UNESCO a apporté une officialisation mondiale à ce sentiment national.

## Bulletin d'abonnement

12 numéros  
60 € Turquie 30 € France 70 € Europe  
Version PDF : 50 €

altinfos@gmail.com



# Géorgie, en dehors du temps

*La Géorgie... A quelle image renvoie ce nom de pays, à quelle idée ? Où le situer sur une carte ? Encore ne faut-il pas confondre avec l'État américain ! Peut-être la population turque aurait-elle une réponse précise à la question : la Géorgie est l'un des plus proches voisins de la Turquie. Cependant, partout les charmes de ce petit pays restent fort méconnus. En France, les plus attentifs se seront souvenus qu'en 2008 la guerre entre la Russie et la Géorgie avait indigné la communauté internationale et que Nicolas Sarkozy avait alors proposé un plan de paix. Depuis pourtant, c'est le silence radio...*

Après deux heures d'avion d'Istanbul, Tbilissi se dessine, capitale géorgienne aux allures de bourgade médiévale. Descendant la citadelle perse qui surplombe la ville par un labyrinthe d'étroites ruelles pavées, longeant les maisons ottomanes à balcons sculptés et colorés du vieux centre, l'influence russe se prononce de plus en plus clairement. Les bâtiments massifs et hauts, la lourde perspective, le tramway d'un autre âge annoncent clairement le passé soviétique de la ville. Tbilissi, c'est cela : un très vieux centre historique, un carrefour de civilisations, le cœur du Caucase.

Au fur et à mesure du dédale de ruelles se dressent les nombreuses églises de la ville : du haut de son dôme doré, la cathédrale Sameba toise la capitale. Dans la vieille ville, la cathédrale Sioni est l'un des plus vieux et des plus beaux témoignages de l'art orthodoxe : sa façade jaune, ses icônes et ses fresques trahissent un ancien passé glorieux de siège du patriarcat. La Géorgie est considérée comme l'un des premiers pays à avoir adopté le christianisme et depuis la chute de l'URSS, la religion est définitivement redevenue l'opium du peuple.

Alors que des passants se signent dans la rue, un doux fumet se fait sentir. Ici, on ne plaisante pas avec la nourriture ! A la recherche d'un lieu animé par une ambiance plus que chaleureuse, c'est le restaurant qui est d'office désigné ! Les Géorgiens s'enorgueillissent d'être à l'origine de la viticulture et le vin coule à flot sur les tables. Entre les nombreux toasts portés au cours du repas, une multitude d'assiettes collectives se dressent, à la manière des mezzés libanais. Impossible de manquer les khinkalis : ces raviolis farcis de viande, d'oignons et d'herbes ; les khatchapouri : une galette de pain avec des œufs et du fromage ou ces soupes épicées servies dans d'immenses bols.

En sortant de ce festin, le ventre lourd et la tête tournante, le meilleur moyen d'évacuer le trop plein absorbé est encore de partir à la recherche des démonstrations artistiques de Tbilissi, surprenant aux détours d'une rue. En plein cœur de la vieille ville, à proximité d'une petite église et collée à un café se trouve une étrange tour-horloge abritant un théâtre de marionnettes. Absolument penchée, elle ne semble tenir debout que par la puissance de la poutrelle d'acier qui la soutient. Plus loin, une joyeuse ronde de statues dansant.

Sur la devanture de ce bar, un immense dessin. Cette ballade esthétique conduit naturellement au National Gallery. A l'intérieur, quelques toiles de Pirosmani, célèbre peintre naïf et considéré comme un artiste majeur dans son pays. Des banquettes, des tableaux champêtres, quelques scènes politiques : qui mieux qu'un peintre géorgien pourrait décrire efficacement la Géorgie ? Et si l'aspect visuel n'est pas suffisant et l'appétit intellectuel encore satisfait, de plus amples détails historiques se trouvent à quelques centaines de mètres de là, au musée de la Géorgie.



Définir le pays par sa capitale serait réducteur. La Géorgie, c'est avant tout un peuple : discret mais terriblement accueillant et désireux toujours aider. C'est une langue et un alphabet unique, qui n'existent en nul autre lieu. Ce sont des paysages reposants, vertigineux, splendides et rigoureux.



Quitter Tbilissi, c'est entrer directement en pleine campagne. A bord d'un marshrutka – les mini-bus qui sillonnent le pays – une aventure cahotante commence à travers les horizons géorgiens. Ici et là, au fur et à mesure que la capitale s'éloigne et que les villages s'annoncent, des bâtiments désaffectés, des tuyaux rouillés, des chevaux poussant des charrettes de fruits. La Géorgie fut pendant près de 70 ans une République fédérée de l'URSS – peut être la plus importante : Joseph Staline y est né – et le retard économique est toujours visible. Une fois les habitations dépassées, les montagnes se présentent, majestueuses silhouettes blanches. Au nord, après quelques heures de transport sur de hautes routes sinueuses, le Mont Kazbek (5047 mètres d'altitude) se laisse admirer. Au-dessus du village de Kazbegi, à 15 kilomètre de la frontière russe, la silhouette de l'église Ts-



minda Sameba surplombe la vallée. Depuis le hameau, l'ascension prend une heure et demie et est certainement l'une des expériences les plus enrichissantes proposées à tout visiteur. Arrivé au sommet, après quelques kilomètres pentus dans des pâturages sans arbre, l'église orthodoxe s'offre aux pèlerins. Sous un haut soleil, face au mont Kazbek, surplombant la vallée, le panorama offert aux yeux des visiteurs ne se juge que par un silence religieux.

Redescendant le pays pour aller au sud, les idées et les poumons frais, quelques arrêts s'imposent naturellement. A Gori, ville natale de Staline, un musée à son honneur : il a ici quelques admirateurs et est considéré comme une grande figure de l'histoire. Partout dans le pays, des églises, des monastères, des citadelles. Au sud-est, dans la région de Kasheti, des vignes à perte de vue. Les Géorgiens ont leur propre méthode de faire du vin, vieille de 7000 ans : dans d'immenses jarres de terre cuite enterrées au sol, le raisin fermente pendant six mois avant que le processus de mise en bouteille ne commence. Dans le café du coin, les habitants, heureux que des étrangers viennent leur rendre visite, n'hésitent pas à trinquer en leur honneur, servant de longs shots de chacha : l'alcool fort du pays fait à partir des résidus de raisins.

Plus loin, à la frontière commune de la Géorgie et de l'Azerbaïdjan, après avoir passé des territoires lunaires sans eau et sans âme vivante, le monastère de Gavit Garedja veille sur les deux pays. Au sixième siècle, ce moine venu de Mésopotamie pour répandre le christianisme dans la région construisit un véritable complexe monastique dans les grottes de la montagne. Classé aujourd'hui dans les patrimoines mondiaux de l'UNESCO, le site est certainement l'un des plus remarquables de Géorgie. Le lieu saint, composé de dix-neuf monastères et de plus de 5000 cellules, combine architecture médiévale, site préhistorique et fresques religieuses. De ces peintures qui ont fait la renommée du lieu, peu sont encore en état : le site servit de base pour l'armée soviétique et se détériora considérablement durant cette période. Les grottes – en plus d'être des chapelles, des églises ou des cellules – avaient toutes sortes d'usages pratiques pour les moines : granges, étables, forges, boulangeries... Une micro-société s'organisait, loin de tout et proche de Dieu, perdue entre ciel et terre. Sur le plateau de la montagne, proche d'une petite église, le regard plongé à l'infini du côté des plaines arides de la Géorgie et tournant le dos aux immensités de l'Azerbaïdjan, impossible de ne pas se sentir en dehors du temps...

\* Louise Pierre





## Çalışanlarımızla 1'iz.

Great Place to Work® Enstitüsü tarafından Türkiye'nin önde gelen şirketlerinin insan kaynakları uygulamaları ve bağımsız çalışan anketleri ışığında çalışanların memnuniyeti değerlendirildi ve Türkiye'nin en iyi işverenleri belirlendi. Araştırma sonucuna göre AXA SİGORTA ailesi olarak 501 ve üzeri çalışan sayısına sahip şirketler kategorisinde Türkiye'nin en iyi işverenleri arasında 1. şirket seçilmenin gururunu yaşıyoruz. Kocaman 1 aile, muhteşem 1 ekip ve 1. şirket AXA'ya güç veren tüm çalışanlarımıza sonsuz teşekkürler.







*Lors d'une cérémonie organisée à la Résidence de France à Ankara le 27 novembre 2013, l'Ambassadeur de France en Turquie S.E. Monsieur Laurent Bili, en présence de très nombreux invités du monde diplomatique et éducatif, remettait le « Label Franc Education » aux directeurs des lycées bilingues francophones de Turquie : Sainte Pulchérie (Istanbul), Notre Dame de Sion (Istanbul), Saint Joseph (Istanbul et Izmir), Saint Benoît (Istanbul), Saint Michel (Istanbul), Galatasaray (Istanbul) et Tevfik Fikret (Ankara et Izmir).*

## « Le label France Éducation est une garantie pour les élèves, les familles et les enseignants »

Le label France Education a pour vocation de récompenser la qualité de l'enseignement, les équipes pédagogiques et la structure éducative des établissements bilingues francophones dans le monde. Sur les trente-deux établissements s'étant vu décerner ce label, dix se situent aux États-Unis... et neuf en Turquie. Parmi eux, Notre Dame de Sion – le lycée, mais également ses écoles de la fondation éducative NDS,



### Les efforts de Notre Dame de Sion récompensés

Les critères nécessaires pour obtenir le label, nombreux et difficiles, confèrent à celui-ci une valeur certaine. Outre l'ancienneté de l'établissement, on trouve parmi ces critères la qualité des

professeurs (le fait que nombre d'entre eux soient certifiés et français, qu'ils ne soient pas de passage) ; l'offre et la qualité de la formation professionnelle continue proposée aux professeurs rentre également en ligne de compte. Dans le cas de Notre Dame de Sion, nous affirme M. de Lansalut, « il y a en moyenne un professeur français natif pour vingt-cinq élèves et, en plus de cela, une forte proportion de professeurs francophones ». Il convient également, pour obtenir le label, de proposer des clubs et des activités liés à la langue française et aux cultures francophones. Les interventions extérieures, les conférences, les voyages d'études et, plus généralement, tous les efforts fournis pour faire baigner les élèves dans la culture française et contribuer au rayonnement de la francophonie, sont pris en compte. « A Notre Dame de Sion », nous affirme son directeur, « nous avons mené et menons de nombreux projets internationaux comme, par exemple cette année 'Ville à venir', ou bien encore des activités, rencontres et tournées de théâtre en langue française. Nous organisons également des concerts de musique, des expositions littéraires et photographiques liés à la France ».

Non seulement le label France Éducation est difficile à obtenir, mais il n'est pas acquis définitivement. En effet, il n'est donné que pour trois ans. À la fin de cette période, une nouvelle expertise décidera de son renouvellement.

### Un objet de fierté légitime

Si Notre Dame de Sion jouit déjà d'une réputation incontestable en Turquie, pour M. de Lansalut, l'obtention du label France Éducation renforce l'image de l'établissement. Cette distinction est en effet « une garantie de niveau scolaire pour les familles qui choisissent nos établissements, aussi bien en école primaire qu'au collège ou au lycée. C'est aussi une garantie pour les universités qui veulent inscrire chez elles des élèves venant de nos établissements ». En outre, cette reconnaissance est « une garantie pour nos futurs enseignants : ils savent grâce à ce label qu'ils vont aller dans un établissement qui est évalué régulièrement par les experts de l'éducation nationale et du ministère des Affaires étrangères et européennes français.



Ils savent qu'ils bénéficieront donc d'une qualité d'outils pédagogiques et d'un cadre de travail structuré et, en Turquie, de la possibilité d'avoir plus facilement accès à des détachements directs et de voir leur progression de carrière mieux reconnue ».

### Lycée NDS



Suzan Sevgi

Directrice adjointe turque depuis 8 ans, cette ancienne du lycée NDS nous parle du label et de la particularité de l'enseignement à NDS.

(lire la suite page IV)

### Primaire et collège



Silva Tanel

Pour la directrice de l'école Neslin Değişen Sesi de la fondation NDS, Mme Silva Tanel, le label France Education est un encouragement et une reconnaissance des efforts fournis.

(lire la suite page III)

### Maternelle



Zeycan Güleç

Le label certifie la réussite de l'ambition de la maternelle : « motiver l'apprentissage d'une nouvelle langue et l'ouverture à une culture différente ».

(lire la suite page II)

### Distinction



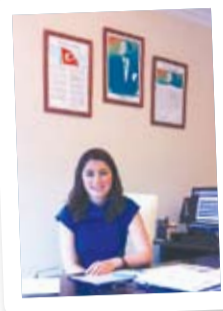
Label France Education

Les professeurs de français du lycée NDS témoignent de l'importance que confère le label France Education à leur établissement.

(lire la suite page IV)

# « C'est au niveau de la petite section que l'apprentissage du français est le plus rapide »

L'école maternelle Neslin Değişen Sesi (Fondation Educative Notre Dame de Sion), elle aussi, s'est vu remettre le label France Education. Mais à quoi peut bien renvoyer cette reconnaissance de la qualité d'enseignement en français dans le cas d'une école maternelle ? Sa directrice, Zeycan Güleç, nous éclaire sur la signification de ce label pour une telle école.



Si Zeycan Güleç a accepté, lors de sa création en 2009, de devenir directrice de l'établissement, c'est avant tout parce qu'elle considérait que les écoles françaises « accor-

daient une importance particulière à l'enseignement et à l'enseignant ». Les écoles françaises en Turquie, en effet, sont réputées pour leurs exigences en termes d'enseignement, indépendamment de la question de l'apprentissage de la langue française. Cette exigence qualitative, Zeycan Güleç l'a effectivement trouvée chez les enseignants de l'école maternelle Neslin Değişen Sesi : « je travaille en étroite collaboration avec nos enseignants pour le bon fonctionnement de l'école ; dans ce cadre je fais des propositions sur des projets pédagogiques, et c'est avec l'aide et la volonté de nos professeurs que nous les concrétisons. A titre d'exemple la création d'une mascotte pour chaque classe ou encore des clubs d'activités sportives et culturelles en français ». De plus, selon la directrice, la maternelle prend soin d'inculquer des valeurs à ses élèves, comme « la politesse, saluer les gens ou partager avec ses amis ». Outre ces avantages, le français est au centre du projet pédagogique de la maternelle. Ainsi, chacune des cinq classes se voit attribuer un enseignant français et turc diplômé d'université et une aide maternelle – ce qui équivaut à trois professeurs pour dix élèves.



« L'apprentissage du français », nous dit Zeycan Güleç, « n'est pas réservé à certains moments de la journée, il est en continue. Les élèves apprennent le français en le vivant ». Ce n'est donc pas par un apprentissage rigide, qui ne serait pas adapté à des enfants de cet âge, que ceux-ci font leurs premiers pas en français. « C'est grâce aux dialogues que les enfants construisent avec leur professeur de français qu'ils apprennent cette langue. Notre objectif est de responsabiliser les enfants en leur confiant des petites tâches et en les incitant à s'exprimer en français. Cela va leur donner plus d'assurance et de confiance en eux-mêmes dans



l'apprentissage de cette langue ». Le résultat est là : « à la fin de l'année les élèves de grande section arrivent à former des phrases ».



L'apprentissage du français en école maternelle n'est pas seulement utile – il est un avantage majeur pour ceux qui souhaiteront, une fois plus grands, suivre des études en langue française. En effet, la directrice de la maternelle a constaté, avec les enseignants de l'établissement, que « c'est au niveau de la petite section que l'apprentissage d'une langue étrangère, en l'occurrence le français, est le plus facile et le plus rapide ». Dans cette optique, « les enfants sont invités le plus souvent possible à s'exprimer en français notamment dans le cadre des activités, jeux et les clubs... ».

L'école maternelle organise de nombreuses activités extra-scolaires conservant un lien avec le français, comme les trois voyages « découverte »



de l'année, prétextes pour apprendre un vocabulaire thématique en français : la découverte de la forêt, la visite du musée du jouet et la plage ou la ferme.

L'école possède par ailleurs une médiathèque composée à 95% de livres français. Les élèves de la maternelle vont une fois par semaine à cette médiathèque en compagnie d'une médiathécaire. À cinq ans, ils pourront choisir un livre pour le montrer à la classe, et dès six ans, ils emprunteront des livres pour chez eux. Les enfants apprennent donc dès la maternelle à aller régulièrement à la médiathèque, à feuilleter des livres et, surtout, à choisir un livre.



Enfin, les élèves de maternelles sont invités à rencontrer des élèves du lycée NDS dans le cadre d'expositions, ou de séances de lecture.

Ainsi l'apprentissage du français en maternelle pour les enfants de 4 à 6 ans est basé d'une part sur l'écoute

des sons, des mots puis des phrases et d'autre part sur l'expression et la compréhension orale. En effet, c'est en répétant, racontant et chantant que les enfants apprennent à formuler des phrases et à comprendre ce qu'ils entendent. Parallèlement à cet apprentissage les enfants seront plongés dans la culture française et la francophonie grâce à la gastronomie, la musique, la lecture et le cinéma.

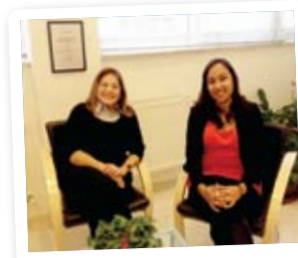


L'obtention par l'école maternelle de Notre Dame de Sion du label France Education se fonde donc sur de nombreux éléments tangibles. Cette distinction n'est pas sans conséquence sur l'école. Selon sa directrice, « l'un des avantages de ce label est qu'il nous permettra de fidéliser notre équipe d'enseignants français : ils pourront rester plus longtemps dans notre école car leur années de travail seront prises en compte dans leur évolution de carrière ». Or, il est intéressant de garder ces enseignants le plus longtemps possible : il s'agit en effet d'enseignants qui « s'adaptent bien au pays et qui maîtrisent l'enseignement du français avec de très jeunes enfants ne parlant pas de langue étrangère » – ce qui n'est pas banal. Par ailleurs le fait d'avoir un professeur français natif par classe pour l'apprentissage de la langue et la culture française a été déterminant pour l'obtention du label.

Enfin, le label est considéré, par les parents d'élèves, comme une reconnaissance ou la confirmation de la qualité d'éducation offerte par la maternelle. Le label, en somme, vient certifier la réussite de l'ambition de la maternelle : « motiver l'apprentissage d'une nouvelle langue et l'ouverture à une culture différente ».



# « Ce label est un encouragement et une reconnaissance des efforts fournis »



Le 27 novembre à Ankara le lycée, le collège et même l'école maternelle NDS ont reçu le label France Education. Que représente ce label pour les deux cycles de formation primaire et collège des écoles Neslin Değişen Sesi de la fondation de Notre Dame de Sion ? Rencontre avec la directrice de l'école primaire et collège Mme Silva Tanel et la coordinatrice du français Marion Sainab Addo pour en savoir plus.

## Que pouvez-vous nous dire du label France Education ?

**Silva Tanel :** Notre Dame de Sion a reçu ce label pour tous ses cycles de formation (maternelle, primaire, collège, lycée). Il y a de quoi être fière ! Pour moi, c'est une reconnaissance, cela signifie que nous faisons bien notre travail. Ce qui nous rend spécial c'est l'importance que nous donnons au français et ce dès l'école maternelle. Nos élèves commencent dès l'âge de quatre ans à apprendre le français et en général ils ne viennent pas de familles francophones. Ils arrivent ainsi en primaire avec un certain niveau de français, ils peuvent comprendre et s'exprimer avec quelques mots. La première année de primaire est la plus difficile pour nous, nous travaillons beaucoup pour trouver des solutions efficaces aux problèmes auxquels nous faisons face : ces enfants sont turcs, lorsqu'ils arrivent en primaire il faut qu'ils apprennent leur langue, à lire, à écrire, en même temps que le français. Ils entendent donc peut-être un peu moins le français. Ceci dit, à la fin du collège, ils arrivent pour la plupart assez facilement au niveau B1. Il y en a même qui, s'ils arrivent à obtenir les points nécessaires pour entrer dans un des cinq lycées français (en Turquie, il existe un concours d'entrée en lycée, *ndlr*), n'ont pas à faire l'année préparatoire de français. Nous pensons que le label France Education est également dû à ces résultats.



**Marion :** Il faut aussi ajouter qu'il y a une volonté de la direction d'engager des francophones natifs. Le but de l'école n'est donc pas seulement d'être francophone mais aussi que les élèves puissent grandir avec des étrangers dans une double culture et ainsi puissent être plus ouverts au monde, plus tolérants, acceptent que l'on puisse faire les choses autrement ailleurs et que ce n'est ni meilleur ni plus mauvais. Cela leur permet d'avoir plusieurs « cordes à leur arc ». On entend souvent des élèves dire qu'il y a des problèmes qu'ils résolvent mieux en français, d'autres mieux en turc. Ils ont cette chance d'être en contact avec deux manières de faire différentes et je pense que c'est aussi là que ce label intervient. Ce n'est pas seulement une question de niveau de français mais aussi de niveau d'encadrement pédagogique.



## Concrètement qu'est-ce que cela va changer pour le quotidien de l'école ?

**Silva Tanel :** pour le moment, je le sens comme un encouragement et une reconnaissance des efforts fournis. Mais par la suite je pense que cela va attirer davantage l'attention sur notre école. Le lendemain de la cérémonie de remise du label j'ai partagé cette nouvelle avec tous les parents d'élèves et très vite j'ai commencé à recevoir des félicitations de leur part. J'ai senti que les parents étaient également fiers de ce label, et ça fait plaisir.

**Marion :** Je pense que ce label permet de dire que nous donnons un enseignement de qualité. C'est une reconnaissance qui vient de l'Etat français. Cela montre que nous avons fait de bons choix malgré les difficultés. On a la réputation d'être exigeant mais notre but est que nos élèves, en quittant cette école, aient un bagage. Or, ce dernier ne s'acquiert pas facilement. Ce label, je l'accueille comme une confirmation de nos attentes. Il prouve que notre déontologie est la bonne.

## Lorsque la direction du lycée vous a annoncé qu'il allait faire les démarches pour obtenir ce label, quelle a été votre réaction ?

**Silva :** J'ai été très heureuse. Quand je vois que nous sommes la seule école maternelle et élémentaire à Istanbul à l'obtenir, cela veut dire que notre lycée aussi pense qu'on le mérite. Comme Marion l'a expliqué, notre priorité est d'embaucher des francophones natifs, et cela correspond à la politique du lycée. Malheureusement, en Turquie, embaucher des enseignants étrangers devient de plus en plus difficile, mais nous persévérons.

**Marion :** À la Fondation éducative de Notre Dame de Sion, nous avons la possibilité d'engager des professeurs détachés. C'est une grande chance, cela nous aide dans le recrutement. Il y a plusieurs années, nos professeurs étaient simplement en disponibilité, c'est-à-dire qu'ils ne pouvaient rester que trois ans et leur carrière était bloquée.

## Vous avez évoqué la particularité d'enseignement bilingue de votre école, pouvez-vous nous parler de son fonctionnement au quotidien ?



**Marion :** Dans une école bilingue, nous n'avons pas la même formation, ni la même façon de concevoir notre activité que les enseignants du pays. C'est ce qui est enrichissant pour les élèves, mais pour le travail c'est un challenge de tous les jours car c'est un effort de coordination permanent. Il faut parvenir à faire fonctionner l'équipe des enseignants français dans le système turc. Autrement dit, il faut à la fois parvenir à changer la façon de travailler de ceux qui viennent de France et qui ne sont pas habitués au système turc qui est assez rigide, et que les professeurs turcs s'adaptent à la vision des professeurs qui viennent de France. Il faut une volonté des deux côtés de travailler ensemble, et c'est le cas dans notre école.



## Et comment cela se traduit-il du côté des élèves ?

**Marion :** Je peux vous répondre par un exemple concret : j'enseigne en 8ème, je suis entrée en classe un jour et mes élèves sortaient de leur cours de turc, dans lequel ils étaient en train de faire le passif. Je leur ai dit que nous aussi, on aborderait bientôt le passif, et ils m'ont alors avoué qu'ils n'avaient pas tout compris en turc... Je suis allée voir le professeur et lui ai demandé qu'il m'explique le passif en turc. Et j'ai réalisé que pour une fois c'était beaucoup plus logique en français qu'en turc ! J'ai donc repris la leçon de turc puis l'ai faite en français à mes élèves. Et via le français, ils ont mieux compris le turc... Tous les professeurs ici ont été formés à la gestion mentale, qui est selon moi une théorie pédagogique très pertinente. Elle explique qu'il y a différentes façon d'aborder la compréhension : il y a des enfants qui comprennent par la différence alors que d'autres comprennent par la ressemblance, certains vont comprendre plus facilement en passant de la théorie à la pratique, d'autres de la pratique à la théorie. Nos élèves finissent par développer des aptitudes différentes suivant les langues. Il y en a certains qui vont avoir une aptitude très pratique en turc et plus théorique en français ou vice versa. Ainsi le fait de connaître une seconde langue, leur permet de passer beaucoup plus d'obstacles. Ils développent des aptitudes complémentaires. Ici le but n'est pas seulement d'enseigner le français comme une langue étrangère mais aussi comme une clef qui peut leur ouvrir des portes pour avoir accès à d'autres informations, à d'autres façons de penser, à d'autres façons de faire les choses. Sur les dix périodes de français qu'ils ont, il y a peut-être quatre périodes de langue (grammaire, vocabulaire). Le reste, ce sont des activités, c'est-à-dire du bricolage, de la lecture, de la littérature, de la philosophie, de l'histoire de l'art. Nous voulons leur montrer que le français est un moyen d'accès à d'autres informations. Le but de notre enseignement n'est pas seulement de les rendre capables de passer le niveau B1 mais aussi d'utiliser le français comme une ressource.

## Le label est décerné pour trois ans, son renouvellement risque-t-il de créer des contraintes ?

**Silva :** Je ne pense pas. Nous agissons de la sorte avant même de savoir qu'on aurait un label, nous n'allons pas changer nos habitudes. Nous cherchons toujours à nous améliorer et ce depuis notre création, nous allons continuer dans cette dynamique sans nécessairement penser au label, et le renouvellement viendra de soi.

# NDS : De la tradition à l'avenir

*D'abord élève, devenue professeur, Suzan Sevgi est maintenant directrice adjointe turque du lycée Notre Dame de Sion depuis 8 ans. Elle nous parle du label France Education mais aussi de son attachement à NDS.*

## Que pouvez-vous nous dire du label France Education que vient d'obtenir le lycée NDS ?

Je dirai d'abord la reconnaissance de nos écoles. Le fait que ce label soit décerné par le ministère des Affaires étrangères français marque pour moi une volonté politique de développement de l'éducation en français, ainsi que le rayonnement de la francophonie dans le monde.

De plus, le fait que la cérémonie de remise du label ait lieu à l'ambassade de France en Turquie sans oublier la présence des responsables diplomatiques africains qui était très significatif. L'ambassadeur de France en Turquie S.E. Laurent Bili n'a pas manqué de le souligner dans son discours de remise du label : « le français est aussi une langue d'avenir. En 2050, le monde francophone comptera plus de 700 millions de locuteurs contre 220 millions aujourd'hui. On estime qu'une personne sur treize parlera français en 2050 dont une grande majorité vivant en Afrique, continent où la Turquie cherche à accroître son influence ».

Et enfin les messages de félicitations que nous recevons montrent l'importance de cette distinction, qui ne peut que renforcer l'excellence de l'enseignement que nous dispensons dans notre établissement et à laquelle sont très attachés nos élèves, nos parents d'élèves et les anciens diplômés. J'aimerais également souligner les lettres de félicitations reçues de plusieurs uni-

versités. Enfin, je reste convaincue que le label France Education sera un formidable atout pour nos élèves dans leurs démarches d'accès à l'université.

## Parlez-nous de votre parcours...

J'ai été élève au Lycée Notre Dame de Sion ; j'y ai fait mes études de collège et le lycée. Plus tard, j'ai intégré l'Université de Boğaziçi pour des études d'ingénieur chimiste. Au terme des stages effectués dans diverses entreprises, j'ai acquis la certitude de ne pas vouloir travailler dans ce secteur. Ce constat a orienté mon choix de formation, et j'ai décidé de suivre les études de sciences fondamentales à l'université.

Une fois diplômée, je suis revenue au Lycée NDS, un peu par hasard, pour remplacer une enseignante en congé de maternité. Mon attachement à l'établissement NDS, l'énergie et le dynamisme que je mettais dans l'exercice de mon métier ont compensé mon manque d'expérience.

Les diplômés de NDS reconnaissent volontiers qu'ils doivent leur réussite dans la vie à l'éducation qu'ils y ont reçue, et qui était également un apprentissage de discipline, de rigueur au travail et de sens de la responsabilité, que cette école a pu leur inculquer.



## Justement, parlez-nous de l'esprit de l'enseignement à NDS. Quelle est sa particularité ?

Cette école a été fondée il y a plus de 150 ans, inutile de vous dire que de tels établissements ne sont pas nombreux. Autrement dit, NDS est l'une des rares écoles prestigieuses qui a su se renouveler afin d'exister jusqu'à nos jours.

Bien sûr qu'avec le temps beaucoup de choses devaient évoluer et changer... C'est d'ailleurs ce qui s'est passé, mais seulement les valeurs portées par l'école, elles, n'ont pas changé car ce sont elles qui assurent la continuité de l'école. De la tradition à l'avenir, c'est ainsi que nous définissons NDS.

## D'après vous, quelles ont été les évolutions importantes du lycée ?

Je peux vous parler de deux pas en avant gigantesques du lycée NDS. D'abord, l'arrivée des directeurs laïcs. En effet, depuis 1987, le poste de proviseur de l'école est occupé par des hommes laïcs. Si on considère qu'avant cette date, même les moustiques mâles ne pouvaient y entrer, cela vous montre l'importance de l'évolution accomplie à la direction de l'école. Et la seconde évolution a eu lieu à l'époque du premier



proviseur, Monsieur Richard Tampigny : il s'agit de la réforme de la mixité à NDS. Pour nous, enseignantes et anciennes de NDS la non mixité n'est plus désormais qu'un souvenir.

## Quel est l'atout majeur que le lycée NDS offre à ses élèves ?

D'abord, parallèlement à un enseignement de qualité, l'école donne l'opportunité d'accès à une offre culturelle diversifiée et de qualité, qui est d'ailleurs gratuite et aussi ouverte au public.

Nous avons la ferme conviction que les jeunes formés avec un souci d'esthétisme et sensibilisés à la culture, sauront mieux saisir et analyser les réalités de notre monde.

Par ailleurs, l'éducation ne doit pas seulement se limiter aux moyens et techniques d'apprentissage, elle doit aussi prendre en compte la personnalité de l'élève. Lui reconnaître une place dans la structure sociale, afin que l'élève soit en harmonie avec lui-même et son environnement. Partant de l'idée que chacun a sa propre personnalité, nous nous efforçons d'offrir à chaque élève le meilleur dans l'espoir qu'il obtienne ce qu'il veut et qu'il déploie ses efforts dans ce sens.

## Le label France Education, vu par les professeurs de français du lycée NDS

*L'équipe pédagogique du lycée témoigne de l'importance que confère le label France Education à leur établissement.*



Le lycée NDS s'est vu remettre le label France Education ; que signifie, pour un prestigieux lycée bilingue francophone, cette nouvelle consécration ? Selon Marc Sutra, coordinateur de français au lycée NDS, l'attribution du label France Education est, avant tout, le signe d'une reconnaissance officielle de la part de l'État français de l'excellence d'une école à l'étranger. En effet, ce label est basé sur des critères « nombreux et exigeants », et est par conséquent « réservé à un nombre très restreint d'écoles, pour le moment ». Ces critères incluent la conformité à des normes objectives et reconnues internationalement, comme le cadre européen de référence pour

les langues, qui hiérarchise les compétences linguistiques entre les niveaux « A2 » et « B2 ». Ce label permet donc aux élèves de voir leur niveau de français certifié officiellement par la France, ce qui peut être utile dans le cadre de leurs études supérieures et enfin assure aux parents d'élèves un gage de qualité d'enseignement.

« Les anciens élèves des lycées bilingues considèrent à l'unanimité leur éducation francophone comme un 'plus' dans leur parcours, que ce soit en termes de valorisation professionnelle ou de formation personnelle », nous confie Françoise Mirabile. « Cependant, c'est seulement après être sortis de l'école qu'ils comprennent les avantages d'un tel enseignement. Les labellisations, comme celle-ci, créent une perspective et peuvent jouer le rôle de piquet de rappel ». Marc Sutra affirme que « ce label est un motif de fierté pour notre établissement. Et pour nos élèves et leurs familles, c'est aussi une garantie

reconnue d'exigence et de qualité dans l'enseignement dispensé » ajoute Bahar Düldül Erciyas. Dans le cas précis du lycée NDS, toutefois, l'intérêt de ce label en matière de renommée et de garantie de qualité pour les élèves et leurs parents peut être relativisé, la réputation de cet établissement n'étant plus à faire. En effet, comme le souligne Patricia Sönmez, « les élèves diplômés de NDS tirent un avantage du simple nom de ce lycée, indépendamment de l'existence de ce label. »

Le label confère également une offre culturelle accrue et des nouveaux partenariats. Il offre aussi « la possibilité pour certains enseignants titulaires d'avoir plus facilement accès à des détachements directs », ajoute Patricia Sönmez. « Et pour nous qui ne sommes pas titulaires, je pense que ce label peut représenter des avantages dans la reconnaissance de notre travail, de nos années effectuées, et nous donner la possibilité de passer certains concours comme le CAPES ». Enfin, le label France Education peut permettre à l'État français d'étendre



son influence culturelle et, plus globalement, de revigorer la francophonie. Selon Marc Sutra, « la création de ce label est une occasion de relancer ou de développer la coopération éducative et linguistique entre la Turquie et la France ». De même, pour Françoise Mirabile, « il est important aujourd'hui, pour la France, de montrer qu'elle a encore une présence dans de nombreux pays à travers le monde et que le français est toujours une des grandes langues d'enseignement. » Or, ce label est, de toute évidence, une manière pour la France d'affirmer l'importance qu'elle accorde à l'apprentissage de sa langue et sa culture.